

LA REVUE COMMUNISTE

MENSUELLE

Scientifique, Politique, Littéraire

Directeur : Charles RAPPOPORT



SOMMAIRE DU N° 12

<i>Socialisme utopique et socialisme scientifique.</i>	Ch. Rappoport.
<i>Le Congrès de Livourne</i>	Jacques Mesnil.
<i>Anatole France et le Parti communiste</i>	Wilhelm Herzog
<i>La lutte des classes et la Révolution russe....</i>	Boukharine.
<i>L'Art et la Révolution</i>	J. Jean-Monique
<i>Le Congrès de Bakou</i>	Zinoviev.
<i>Le Début d'une nouvelle Ère communiste en France</i>	Ch. Rappoport.
<i>Chronique Internationale.</i>	
<i>La Revue des livres</i>	Ch. R.

Le N° : 3 francs

Rédaction et Administration :

17, rue Grange-Batelière, 17

PARIS (IX)

Tél. : Bergère 40-80

La Revue Communiste autorise la traduction et la reproduction de ses articles.

LA REVUE COMMUNISTE

Mensuelle

Directeur : Charles RAPPOPORT

17, Rue de la Grange-Batelière — Paris (IX^e)

TARIF DES ABONNEMENTS :

	Un an	Six mois	Trois mois
France :	25 fr.	13 fr.	7 fr.
Etranger :	30	18	10

Le numéro 3 fr.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE	
50 numéros	25 francs
ÉTRANGER	
50 numéros	30 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à :

René REYNAUD
123, rue Montmartre. — PARIS

La Vie Ouvrière

Administration et Rédaction :

96, Quai Jemmapes. — PARIS (X^e)

Téléphone : NORD 87-59.

ABONNEMENTS :

FRANCE	
Six mois.... 5 francs	— Un an.... 10 francs
EXTÉRIEUR	
Six mois.... 6 francs	— Un an.... 12 francs

2^e année

N^o 12

Février 1921

La Revue Communiste

Scientifique, Politique, Littéraire

SOCIALISME UTOPIQUE

ET SOCIALISME SCIENTIFIQUE (1)

Camarades,

Notre ami Cachin m'a dispensé de toute parole d'introduction. Je veux dire seulement, avant d'entrer dans le sujet, un seul mot : je m'interdirai toute éloquence. C'est un travail solide et sérieux que nous entreprenons ensemble. L'éloquence, si on en juge par nos grands hommes d'Etat, par nos Briand, nos Viviani, ne sert qu'à cacher le vide de la pensée... et du Trésor... Ici, nous n'avons pas besoin de cela.

Comme l'a dit Cachin, une nouvelle ère commence pour le Parti, une ère d'action. Mais ce qui nous distingue, nous, socialistes marxistes, de toutes les écoles socialistes qui nous ont précédés, c'est que notre action est raisonnée, qu'elle est basée sur la vérité scientifique et sur l'expérience de l'histoire. C'est donc dans cet esprit que nous commencerons et que nous continuerons notre travail, par le raisonnement et l'étude des faits exacts.

(1) Conférence à l'École du Propagandiste, à la salle des Sociétés Savantes.

Je commence par la définition du socialisme. Paul Janet, membre de l'Institut et professeur de plusieurs écoles supérieures, a déclaré, en 1882, dans un livre sur les *Origines du socialisme* : « Il est plus facile de réfuter le socialisme que de le définir ».

Cela veut dire qu'il est plus facile pour un bourgeois de combattre le socialisme que de le comprendre. Pour déterminer, pour définir le socialisme, non seulement en quelques mots, mais par l'étude même de la substance de notre doctrine, il faut d'abord, selon moi, dire ce qu'il ne faut pas comprendre par le mot socialisme.

Première confusion : On confond souvent le socialisme avec l'égalitarisme, avec la doctrine ou plutôt la chimère de l'égalité mécanique. Les bourgeois, nos adversaires, se représentent le socialisme sous la forme du partage en parts égales de toutes les richesses. On a écrit d'innombrables satires contre le socialisme ainsi compris. Je ne veux pas caractériser cette fausse conception du socialisme. Je ne veux que citer un seul passage d'un adversaire de marque. Je choisirai toujours les plus grands parmi nos adversaires pour les réfuter ou pour démontrer l'erreur de leurs conceptions. Voici comment le grand poète Alfred de Musset, qui, sous bien des rapports, n'avait pas les préjugés bourgeois, caractérise dans ses vers ce « partagisme » — si vous voulez — égalitaire :

« ...L'univers, mon ami, sera bouleversé ;
 « On ne verra plus rien qui ressemble au passé ;
 « Les riches seront gueux et les nobles infâmes ;
 « Nos maux seront des biens », *les hommes seront femmes.*
Et les femmes seront... tout ce qu'elles voudront.
Les plus vieux ennemis se réconcilieront,
Le Russe avec le Turc, l'Anglais avec la France,
La foi religieuse avec l'indifférence,
Et le drame moderne avec le sens commun.
 « De rois, de députés, de ministres, pas un ;
 « De magistrats, néant ; de lois, pas davantage.
 « J'abolis la famille et romps le mariage ;

Voilà. Quant aux enfants, en feront qui pourront.
Ceux qui voudront chercher leurs pères chercheront.
 « Du reste, on ne verra, mon cher, dans les campagnes,
 « Ni forêts, ni clochers, ni vallons, ni montagnes ;
 « Chansons que tout cela ! Nous les supprimerons,
 « Nous les démolirons, comblerons, brûlerons.
Ce ne seront partout que houilles et bitumes,
Trottoirs, mesures, champs plantés de bons légumes,
Carottes, fèves, pois, et qui veut peut jeûner ;
 « Mais nul n'aura du moins le droit de bien dîner ».
Sur deux rayons de fer, un chemin magnifique
De Paris à Pékin ceindra ma république.
Là cent peuples divers, confondant leur jargon,
Feront une Babel d'un colossal wagon.
Là, de sa roue en feu le coche humanitaire
Usera jusqu'aux os les muscles de la terre.
Du haut de ce vaisseau, les hommes stupéfaits
Ne verront qu'une mer de choux et de navets.
 « Le monde sera propre et net comme une écuelle ;
 « L'humanitarerie en fera sa gamelle... »

(A. DE MUSSET. — *Dupont et Durand.*)

Voilà la conception vulgaire du socialisme : tout le monde égal. Il n'y a de différences aucune, non seulement dans les conditions sociales, mais dans les conditions de la nature.

Vous savez que tel n'est pas notre socialisme. Vous savez que si nous considérons que tout le monde a les mêmes droits, que tous ceux qui sont nés à la vie doivent jouir des mêmes conditions comme point de départ, comme conditions de développement, il ne s'ensuit nullement que nous considérons que la nature n'ait créé aucune différence, que tous aient des facultés absolument identiques. Nous y reviendrons quand nous parlerons des écoles socialistes, des théoriciens socialistes.

Deuxième confusion : On confond souvent le socialisme avec l'interventionnisme. Chaque fois que l'Etat, ou le représentant légal de la société, la société elle-même intervient pour régler les rapports de la propriété, pour régler ses conditions, on déclare que c'est du socialisme. Dans ce

sens, un ministre anglais, William Harcourt, a déclaré, en 1888 : « Nous sommes, aujourd'hui, tous socialistes ». Il voulait dire par là : « Nous avons abandonné la doctrine du « laissez-faire, laissez-passer », cette doctrine du libéralisme qui croyait à l'harmonie des intérêts, qui était convaincue que des efforts individuels, de la liberté totale, dans la société actuelle, sortirait l'harmonie universelle, le bonheur universel. Cette doctrine a fait faillite. Les bourgeois eux-mêmes sont obligés d'en convenir, et c'est pourquoi ils abandonnent cette doctrine du « laissez-faire, laissez-passer », qui d'ailleurs, dans les textes primitifs du XVIII^e siècle, avait un autre sens. On oublie d'ajouter un mot caractéristique : ce n'était pas « laissez-faire, laissez-passer », mais « laissez-nous faire ». La bourgeoisie réclamait la liberté totale du commerce, de l'exploitation, et elle cherchait à se persuader, et surtout à persuader les autres, que de sa liberté, de son exploitation, de sa domination, sortirait le bonheur universel. Voilà pourquoi on confond l'interventionnisme avec le socialisme.

Troisième confusion : Le socialisme est souvent confondu avec le réformisme. On croit que si on se prononce pour telle ou telle amélioration partielle, telle ou telle réforme sociale, on est socialiste. Je ne parle même pas des philanthropes qui, s'ils renoncent à une minime parcelle de leur colossale fortune, fondent quelques hôpitaux ou font quelques aumônes, croient qu'ils sont socialistes, et le disent. Je parle de cette catégorie plus vaste qui attribue à toute amélioration sociale, à toute législation ouvrière, en conservant la base même de la société actuelle, un caractère socialiste. Je vous démontrerai que ce n'est pas cela le socialisme.

En effet, il n'y a pas, maintenant, un parti politique sérieux qui ne soit pas partisan des améliorations partielles. Tout le monde est pour les réformes ouvrières, sociales, les uns pour conserver et pour consolider la société actuelle, les autres par philanthropie ou par charité, les autres encore pour éviter une révolution violente. Mais on

ne peut pas vraiment, sans abuser des termes et sans frapper les faits mêmes, le fond même des choses, on ne peut pas considérer ces réformateurs sociaux comme des socialistes, à quelque parti qu'ils appartiennent.

Pour définir le socialisme d'une façon précise, après avoir exposé comment il ne faut pas comprendre le socialisme, il faut d'abord dire que le socialisme s'oppose avant tout comme doctrine et comme fait à l'individualisme. Le mot socialisme vient du mot latin : *socius*, qui veut dire « compagnon », « camarade ». Il a été employé pour la première fois — autant qu'on peut parler de l'origine des choses, toute constatation des origines n'est que provisoire, parce qu'après recherches, on est obligé de reporter plus loin ces recherches — il a été employé pour la première fois par Robert Owen en 1837. Nous trouvons pour la seconde fois ce mot en France ; c'est Pierre Leroux un an plus tard, en 1838. Deux ans plus tard, nous le trouvons chez Reyband, dans son fameux livre, dans sa première édition de 1840 : « Les Réformateurs contemporains », avec ce sous-titre : « Les socialistes modernes ». Sous le nom de socialistes modernes, il cite les trois grands précurseurs du socialisme, que nous appelons maintenant utopiques : Robert Owen, Saint-Simon et Charles Fourier.

Comme conception, le socialisme, je l'ai dit, s'oppose à l'individualisme. Le socialisme considère que l'homme, en dehors de la société, n'est pas véritablement homme. L'homme ne se développe, ne se réalise intégralement qu'au milieu de la vie sociale, qu'au milieu de la société. La conception socialiste, collectiviste ou communiste de l'humanité prend donc comme base non l'homme isolé, l'homme individuel, l'égoïsme individuel, mais l'intérêt individuel solidaire avec l'intérêt de la société. La conception socialiste ou communiste n'oppose pas l'individu à la société, comme le disent nos adversaires. Cette conception au contraire démontre que l'intérêt véritable de l'individu ne peut se réaliser que dans et par la société.

Je suis obligé de faire encore quelques citations.

Je prends, pour caractériser l'individualisme, le représentant le plus remarquable et le plus génial de cette conception, car si on attaque une conception, il ne faut pas prendre un échantillon faible. Ce serait partial. Parmi les représentants de chaque conception, il peut se trouver des hommes inférieurs à cette conception. Il faut choisir les meilleurs représentants de cette conception. Je prends donc le grand poète Goethe, qui était en même temps un grand philosophe et un grand naturaliste. Voilà comment il caractérise la conception individualiste ou l'égoïsme bourgeois capitaliste. Il ne connaissait de doctrines socialistes que la conception saint-simonienne, qui était la conception de son époque. Voilà comment il parle du saint-simonisme :

« Cette théorie saint-simonienne me paraît en général bien peu pratique, bien inexécutable. Elle est en contradiction avec la nature, avec l'expérience, avec la marche des choses depuis des siècles. Si chacun fait individuellement son devoir, et dans la sphère d'action la plus rapprochée, agit avec loyauté et énergie, l'ensemble de la société marchera bien. Dans ma carrière d'écrivain, je ne me suis jamais demandé : Que veut la masse de la nation ? comment servirai-je la Société ? Non, mais j'ai surtout travaillé à donner à mon esprit plus de pénétration et à être meilleur moi-même, à enrichir mon être propre, et à ne dire que ce que j'avais reconnu, par l'étude, comme bon et vrai. Ce que j'ai dit, je le reconnais, a exercé une action sur l'ensemble et a rendu des services au loin dans un grand cercle, mais ce n'était pas là mon but, c'était une conséquence... »

« Provisoirement, ma grande maxime est celle-ci : « Que le père de famille s'occupe de sa maison, l'artisan de ses pratiques, le prêtre de l'amour du prochain, et que la police ne gêne pas nos plaisirs. »

Voilà, dans sa pureté classique, la conception individualiste : L'individu à la base de tout. La société n'a qu'une seule fonction, c'est l'ordre ; la police ne doit pas empêcher l'individu de s'occuper de ses intérêts. Et de cette collabo-

ration — si on peut appeler collaboration des actions des individus ayant pour principe « chacun pour soi » — de ces actions simultanées, il résulte, comme l'espère Goethe, comme l'espérait toute l'école économique libérale, de ces actions individuelles sortira le bonheur social, le bonheur universel.

J'oppose à cette conception individualiste, exprimée avec toutes ses conséquences, la conception communiste ou collectiviste de Guesde, du Guesde d'après la Commune, de 1878. Voilà comment Guesde s'exprime sur le rôle de l'homme dans la Société, dans son Catéchisme socialiste :

« L'homme ne peut être homme, c'est-à-dire remplir la loi de sa nature éminemment progressive que sous l'action, avec l'aide de ses semblables, dans leur société. Isolé, individuellement, il ne lui est pas possible de satisfaire ses besoins et de développer ses facultés *au delà d'une limite très restreinte*. Dépossédé de la parole qui n'a aucune raison, aucun moyen de sortir du cri, il n'est pas même prouvé qu'il prenne la position verticale. Quelque activité d'autre part que développe chez lui le besoin, ses seules forces ne lui permettent pas d'autre habitation que les grottes naturelles, d'autre vêtement que le feuillage adamique ou la peau de bête de l'âge de pierre. C'est le plus misérable des animaux. Les autres individus des autres espèces, au contraire, ne sont pas diminués par l'isolement qui, loin de nuire à la satisfaction de leurs besoins, la rend plus complète et plus facile. Et de même qu'il leur est possible de pourvoir à toutes les exigences de leur organisme sans le concours de leurs congénères, ils peuvent atteindre leur maximum de développement individuellement, sous le seul empire de la nécessité. L'état social ou collectif en un mot est l'état naturel, nécessaire et constitutif de l'espèce humaine, comme l'état individuel est l'état normal des autres espèces. »

En effet, même la parole — et vous savez que la langue est, pour toute nouvelle génération, un trésor et un immense héritage d'intelligence et d'expérience — je dis

même la parole n'est que le produit de la vie sociale. On cite, dans l'anthropologie, l'exemple de certain Caspar Hauser qui, en Allemagne, pendant trente ou quarante ans a été séquestré. Il paraît qu'il s'agissait de l'empêcher de monter sur un des innombrables trônes dans l'Allemagne d'alors. Cet homme était complètement idiot. Il ne savait pas parler, ne comprenait rien de ce qui se passait autour de lui. La vie sociale est donc créatrice de l'homme. Elle est nécessaire à son développement, comme à son bonheur. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette idée fondamentale du socialisme.

Voilà le premier point de la conception socialiste ou collectiviste ou communiste s'opposant à la doctrine individualiste qui est à la base même du régime du chacun pour soi, du régime actuel.

Le socialisme, ou communisme, peut être défini aussi comme *but final* d'une action, de l'action collective d'un parti ou d'une classe. Le but final de l'action communiste, de l'action socialiste, est la mise en commun des instruments de travail, la mise à la disposition de tous les producteurs du sol, du sous-sol, des usines et de tous les instruments de travail et de production. Quand nous envisagerons les nuances des mots socialiste, collectiviste et communiste, nous aurons à parler également de la distribution des produits et de la consommation. Mais ce qui est la base même du communisme moderne, c'est la socialisation, c'est-à-dire la mise en commun, la mise à la disposition de la société, des producteurs, des instruments de travail, sol, sous-sol, usines, chemin de fer, mine, ainsi de suite, de tous les instruments du travail collectif.

Le socialisme peut être aussi compris comme une action de classe, notamment l'action prolétarienne. Quand on parle du mouvement socialiste moderne, on sous-entend toujours l'action de classe, l'action du prolétariat, l'action de la classe ouvrière, qui, par son organisation, par sa lutte, cherche à réaliser le but final, non l'amélioration partielle, non la lutte contre telle ou telle forme de misère, mais l'appropriation

collective de tous les instruments de travail. Par cette action, la classe ouvrière ou le prolétariat tend à supprimer la cause même de sa misère et à assurer à la société tout entière, ou à l'humanité tout entière, le maximum de bien-être possible.

Le socialisme ou communisme peut être considéré aussi comme fait historique qui a existé réellement dans le passé. C'est le résultat acquis de la science moderne que la plupart des sociétés, pour ainsi dire l'immense majorité des peuples plus ou moins civilisés, ont passé par la période de propriété commune du sol, qui était l'instrument du travail principal à l'époque primitive. C'était donc grâce à la propriété communiste, au communisme primitif que l'humanité, on peut le dire, sauf quelques exceptions, a vécu pendant des milliers et des milliers d'années. Ce que nos adversaires considèrent comme une chimère, comme une invention individuelle, comme une fantaisie de quelques-uns, c'est un fait historique qui a fait vivre l'humanité pendant des milliers et des milliers d'années.

Le socialisme est également un système d'idées, une doctrine. Le socialisme moderne a sa philosophie. Il a sa morale, son droit. C'est un bouleversement véritable de toutes les anciennes conceptions. A un renouveau social, correspond une nouvelle philosophie, une nouvelle morale, un nouveau droit. Et nous aurons le devoir de les exposer dans les leçons suivantes.

En attendant, je vais caractériser aujourd'hui les principales étapes par lesquelles a passé le socialisme pour arriver à son état actuel. Le socialisme a traversé deux grandes étapes : la période utopique et la période scientifique.

Quand nous parlons du socialisme utopique, cela ne veut pas dire que nous considérons, à n'importe quelle époque le socialisme comme une utopie. Il ne s'agit pas de cela. Le socialisme est toujours un. Et s'il n'est pas utopie aujourd'hui, il n'était pas utopie hier. Il s'agit de la méthode de réaliser le socialisme. Qu'est-ce que cela veut dire, utopie? C'est le mot grec : *outopos*. Cela veut dire « nulle part ».

une chose qui n'existe nulle part, sinon dans notre imagination. Le socialisme de l'époque utopique, dans son raisonnement et dans ses méthodes, surtout dans les conditions économiques d'alors, ne pouvait pas mener à la réalisation. On peut donc dire qu'à cette époque le socialisme n'était pas réalisable. Il ne pouvait se réaliser que dans notre idée. C'était une immense et géniale anticipation, comme d'ailleurs tous les grands mouvements. Toutes les grandes idées s'élaborent encore avant que toutes les conditions de la vie soient prêtes pour les recueillir, pour les réaliser.

Quels sont les traits principaux du socialisme de la période utopique, ou de ce que nous appellerons le socialisme utopique ?

Le socialisme de la période utopique ne voit qu'une société uniforme. Il ne divise pas la société en catégories, en classes. Il s'adresse à tous les hommes. Il parle de l'humanité ou de la société tout entière, tandis que les socialistes modernes commencent par la reconnaissance de cette grande vérité annoncée dans les premiers passages du Manifeste Communiste de 1847 de Marx et Engels, que toute l'histoire de l'humanité est l'histoire de la lutte des classes.

L'existence des classes n'est pas une invention socialiste. Comme c'est un fait dominant de l'histoire, comme c'est la réalité même, elle n'a pas pu passer inaperçue pour les observateurs, même s'ils n'étaient pas des socialistes. Les grands historiens français, sans même parler de Saint-Simon — (dans l'exposé de sa doctrine, vous verrez quel rôle il attribuait à certaines classes) — de grands historiens comme Guizot connaissaient la théorie de la lutte de classes. Guizot, dans un livre qu'il a publié au commencement du XIX^e siècle, en 1825, si je me trompe, a expliqué toute l'histoire de la monarchie française, toute la France d'avant la révolution par l'existence des classes, par le conflit des classes.

Je voudrais, pour confirmer cette idée, que l'existence des classes a été constatée par tous les observateurs, je voudrais vous citer un grand écrivain que Marx étudiait et

respectait beaucoup. C'est le fondateur du roman moderne, Balzac.

Voilà ce que disait Balzac, qui était un des meilleurs connaisseurs de notre société capitaliste :

« La société ressemble à la nature. Elle fait de l'homme, suivant les milieux où son action se déploie, autant d'hommes différents qu'il y a de variétés en zoologie. Les différences entre un soldat, un ouvrier, un administrateur, un avocat, un oisif, un homme d'Etat, un commerçant, un marin, un prêtre, un poète, sont, quoique plus difficiles à saisir, aussi considérables que celles qui distinguent le loup, le lion, l'âne, le corbeau, le requin, le veau marin, la brebis, etc... Il a donc existé, il existe donc de tout temps, des espèces sociales comme il y a des espèces zoologiques. »

Voyez que Balzac va plus loin que le socialisme. Le socialisme ne dit pas que les distinctions de classe sont des distinctions *ne varietur*, invariables, éternelles. Nous considérons l'existence des classes comme le produit des conditions sociales, historiques. Les classes disparaîtront avec les causes sociales, avec les conditions sociales qui les ont engendrées, tandis que Balzac, se plaçant à son point de vue, qui était tout de même le point de vue bourgeois, considérait le fait existant comme un fait éternel. Il ne voit pas la société dans son devenir, dans son développement. Il voit la société à l'état figé, à l'état invariable, naturel, et il considère les distinctions entre les classes comme des distinctions zoologiques. En tout cas, un observateur aussi formidable que Balzac n'a pas pu se dissimuler, un fait fondamental de notre vie, l'existence des classes.

L'autre trait distinctif du socialisme de la période utopique qui résulte précisément de cette confusion des classes, de cette incompréhension que la société se divise en classes, c'est que le socialisme de la période primitive, de la période utopique s'adresse indistinctement à toutes les bonnes volontés. De préférence, il s'adresse aux hommes au pouvoir, aux gouvernants, aux classes dominantes qui sont naturellement les classes plus instruites à cette époque, et

il dit à toutes les bonnes volontés, il dit à tous les gouvernants : L'inégalité sociale, l'inégalité économique, basée sur la propriété privée, est la source de tous les maux. Vous êtes intéressés, au point de vue moral, au point de vue politique et social, de supprimer cette source d'iniquité, cette source de misère et de réformer, de transformer la Société. Ainsi Saint-Simon, tout en étant libéral, tout en étant constitutionnaliste, dans le sens propre du mot, s'adresse, dans une lettre fameuse — ou plutôt une brochure — de Genève à Napoléon Bonaparte, en déclarant que Bonaparte est le seul homme du monde capable de comprendre son plan de transformation sociale. On a même trouvé, dans les archives de l'Empire, cette brochure, qui n'a même pas été coupée et lue.

Robert Owen s'adresse aux monarques réunis à Aix-la-Chapelle, aux fondateurs de la première Sainte-Alliance, dont le but principal était de combattre la Révolution française, ses idées et ses conséquences, en un mot de combattre la liberté, les idées de liberté politique (il ne s'agissait pas encore de socialisme). Et voilà le grand utopiste, le grand rêveur social, le fondateur de la coopération anglaise, Robert Owen, qui a sacrifié tous ses millions pour démontrer la possibilité de changer le caractère de l'homme, en changeant les conditions de sa vie, Robert Owen s'adresse à ces monarques pendant qu'ils délibèrent sur les meilleurs moyens d'étouffer tout mouvement libéral en Europe. Il leur dit : « Vous craignez pour votre avenir, vous craignez pour vos privilèges. Vous combattez la révolution par des moyens de représaille, par des moyens coercitifs. Acceptez mon plan de transformation sociale, et vous n'aurez pas besoin de combattre l'hydre révolutionnaire. Vous aurez la conscience tranquille. Vous pourrez vivre en pleine sécurité. » Les monarques réunis le considèrent comme un fou et n'ont tenu aucun compte de ses conseils.

Charles Fourier, un autre grand et génial utopiste, attendait, dans sa maison, dans sa pauvre chambre, à heure fixe chaque jour, le Mécène socialiste, le millionnaire phi-

lanthrope, pour qu'il lui donne des ressources pour fonder la cellule de la société moderne, la cellule fouriériste. Il l'attend encore.

Le socialisme de la période utopique est évolutionniste et contre-révolutionnaire. Les socialistes utopiques sont venus après la grande tourmente révolutionnaire, à la fin du XVIII^e siècle, après l'écrasement de la grande révolution française, et ils ont cherché à tirer argument de cette défaite de la révolution en disant au peuple, en s'adressant à toutes les intelligences : « Vous voyez que la réforme politique n'est pas suffisante, que la réforme politique ne peut aboutir, parce qu'il y a des causes profondes d'ordre social de notre misère ». Et pour attirer des adhérents, ils disaient : « Si vous voulez faire l'économie d'une révolution, acceptez nos idées, nos principes, notre idéal de réforme sociale. Transformez les bases économiques de la Société, et vous ferez l'économie de la Révolution ». Voilà pourquoi fatalement, inévitablement, le socialisme utopique est contre-révolutionnaire.

Quatrième trait du socialisme de la période utopique, c'était ses limites nationales — je ne dis pas nationaliste, il était trop sain d'esprit pour être nationaliste. Mais il était limité par le territoire dit national. Il ne pouvait pas avoir à cette époque l'idée de la solidarité internationale. Charles Fourier a le pressentiment de la solidarité internationale, mais c'est un simple pressentiment qui n'a pas encore une forme précise et claire. Il ne pouvait pas également être à cette époque de la période du socialisme utopique, question de l'organisation d'un parti. Ce n'était pas aux partis organisés que les socialistes de la période utopique s'adressaient. C'étaient les débuts de la société capitaliste. Le prolétariat était encore dans son enfance. Il n'y avait pas encore possibilité de parler d'une classe ouvrière ou d'un prolétariat conscient et organisé. D'ailleurs, la méthode même des socialistes utopiques était une méthode individualiste. Chacun se considérait comme un inventeur d'un nouveau système, tandis que le socialisme moderne se vante au con-

traire de n'avoir rien inventé, de se baser seulement sur ce qui existe.

Ce qui distingue le socialisme moderne du socialisme utopiste, c'est qu'il ne se base pas sur le plan d'un génie, c'est qu'il ne se base pas sur la volonté de tel ou tel individu ou même de plusieurs. Le socialisme moderne considère l'idéal socialiste comme l'aboutissant de l'évolution historique des forces sociales, économiques, politiques, morales, actuelles qui ont aussi agi dans le cours des siècles passés, qui agissent actuellement dans certaines directions et qui, en se développant, aboutissent à des réalisations communistes. C'était déjà en ébauche dans Saint-Simon, quand Saint-Simon déclarait que l'idéal de la réforme sociale doit se baser sur l'étude du passé, sur l'étude de l'histoire, que l'avenir doit être le résultat des forces du passé, de l'évolution du passé aussi bien que des forces du présent. Ainsi Saint-Simon a-t-il posé les premiers jalons du socialisme moderne.

Les socialistes modernes ne disent pas que le socialisme se réalisera, parce que le socialisme est excellent, parce que le socialisme est bon, parce que le socialisme est juste. C'est peut-être la raison pour qu'il ne se réalise pas, parce qu'il est trop bon, parce qu'il est trop juste, étant donné les conditions actuelles. Non ! Ils disent que le socialisme s'est préparé dans le développement historique, se prépare dans la société capitaliste actuelle. Ils distinguent une série de conditions dans la société actuelle, conditions techniques et conditions humaines. La société actuelle élabore tout un arsenal d'instruments de production employés à l'œuvre collective. Le travail moderne n'est pas le travail des artisans du moyen âge, où chacun travaillait à domicile pour un certain nombre de clients qu'il connaissait personnellement. L'industrie moderne est une industrie de masse qui travaille pour le marché mondial à l'aide des armées de prolétaires, avec un système de division du travail remarquable où l'on ne peut pas distinguer la part de chaque ouvrier. C'est un travail collectif. Et en face du travail

immense de cette industrie collective moderne, nous voyons cette contradiction que le travail étant collectif, le profit reste cependant individuel. De cette contradiction fondamentale de la société actuelle — travail collectif et exploitation individuelle — sort inévitablement, chaque jour plus vive, la lutte entre les travailleurs collectifs et les exploités individuels, entre les prolétaires et les capitalistes. Et le résultat de ce choc inévitable, fatal, sera la lutte pour la réalisation de la société socialiste communiste.

Je vous indique aujourd'hui seulement quelques points d'ordre général. Nous entrerons dans les détails au cours des leçons suivantes. Je vous donne seulement maintenant l'orientation générale.

La différence fondamentale qui distingue le socialisme des autres doctrines n'est pas dans une idée abstraite, mais **dans les faits de la vie elle-même**. Le socialisme tient compte de la division de la société en classes. Il ne s'adresse pas à la bonne volonté des exploités. Il peut y avoir de très bonnes volontés individuelles, et même des convertis au socialisme parmi les classes dominantes, comme il y avait des chrétiens secrets même parmi les empereurs romains pendant la période de développement du christianisme. Mais on n'a jamais vu dans l'histoire qu'une classe entière abdique et renonce volontairement à ses privilèges. Voilà pourquoi le socialisme ne s'adresse pas à la bonne volonté, à la raison, au bon sens de n'importe qui. Il s'adresse à la classe prolétarienne qui est intéressée à la transformation sociale et qui, comme dit dans sa conclusion le Manifeste de Karl Marx et Engels, n'a que des chaînes à y perdre et tout un monde à y gagner.

Le socialisme s'adresse donc à une classe déterminée. « Socialisme de classe » ne veut pas dire que, dans les résultats, une fois le socialisme réalisé, ce sera un socialisme de classe. Au contraire, le socialisme moderne, sorti de la division de la société en classes, doit aboutir à la disparition des classes, parce que lorsque les classes disparaîtront, les effectifs disparaîtront également. Lorsque disparaîtront

les causes de la division de la société en classes, les classes et la lutte de classes cesseront, par là-même, d'exister.

Par cela même, la lutte de classe du prolétariat aboutit fatalement, non seulement à l'émancipation de cette classe, mais à celle de la société tout entière. D'où le mot profond du fondateur de l'organisation ouvrière en Allemagne, dans son fameux discours sur la mission historique de la classe ouvrière :

« Pris individuellement, les ouvriers ne sont peut-être
« pas meilleurs, et sont parfois pires que les bourgeois pris
« individuellement. Mais comme classe, ce qui distingue la
« classe ouvrière de la classe capitaliste, c'est que par son
« intérêt de classe, par son égoïsme, la classe capitaliste est
« attachée à un idéal réactionnaire de conservation sociale,
« tandis que l'égoïsme du prolétariat, son intérêt de classe,
« son intérêt égoïste même, est attaché à l'émancipation
« de la masse tout entière, au progrès. La classe ouvrière
« ne peut s'émanciper qu'en émancipant la société tout
« entière. » (*Applaudissements.*)

Voilà ce qui distingue l'idéal de classe du prolétariat de l'idéal des autres classes.

Je veux conclure par cette observation : Nous constatons, à notre époque, une variété des idées sociales ou soi-disant socialistes qui marque un retour vers l'utopie. J'ai nommé les réformistes. Si vous vous rendez bien compte de tous les traits qui distinguent les socialistes utopistes, vous verrez que les réformistes présentent les mêmes caractères distinctifs. Les soi-disant « socialistes » réformistes font comme eux abstraction de la division de la société en classes. La base de leur conception est la collaboration des classes, c'est-à-dire la confusion des classes. Eux aussi, s'adressent à la bonne volonté des gouvernants, aux bons ministres, et comme ils se considèrent eux-mêmes comme les meilleurs ministres, ils demandent la participation. (*Rires.*)

Les réformistes actuels agissent comme les utopistes en s'adressant non aux intéressés, mais à ceux qui détiennent

pour le moment le pouvoir au nom des classes dominantes, c'est-à-dire des exploités. Comme les utopistes, les réformistes disent : Faites des réformes, si vous ne voulez pas la révolution. Ils veulent, eux aussi, faire l'économie d'une révolution, et, en cherchant cette économie, ils provoquent, au contraire, le gaspillage de nos forces. Qu'on le veuille ou non, ce sont les classes dominantes qui, avec leur tactique, provoqueront la révolution. Mais, si on écoutait les utopistes modernes, la révolution viendrait sans que nous y soyons préparés. Les utopistes de la période classique avaient au moins une excuse parce qu'ils n'avaient pas encore notre expérience, que la classe prolétarienne n'était pas encore une réalité et qu'il fallait tout prévoir. Mais les utopistes modernes n'ont pas cette excuse. Ils considèrent avant tout le terrain national. Ils sont avant tout des socialistes nationaux. La solidarité internationale n'est pour eux qu'une formule verbale. Ils ont donc tous les traits distinctifs des anciens utopistes, jusqu'au cinquième trait : l'absence de l'organisation, car eux aussi sont pour l'autonomie du parti et, au fond contre toute organisation solide.

Il y a donc là une remarquable renaissance de la période utopique et le but de notre Ecole du Propagandiste sera de démontrer, par les faits et par l'analyse de la doctrine socialiste, qu'il n'y a qu'un socialisme qui corresponde à la réalité : c'est le socialisme moderne, le socialisme scientifique, réaliste et révolutionnaire, c'est le Communisme. (*Vifs applaudissements.*)

Charles RAPPOPORT.

Le Congrès de Livourne

Le Congrès de Livourne a donné, comme l'on s'y attendait, la majorité aux unitaires (Serrati) auxquels s'étaient ralliés les « révolutionnaires intransigeants » (Lazzari, G. Bianchi, etc.) dont le programme se distinguait à peine de celui des unitaires (1). Leur motion a obtenu 98.028 voix contre 58.783 accordées à celle des communistes et 14.095 à celle de la fraction dite « de concentration socialiste » (Turati et les dirigeants de la C. G. T.). Le nombre des adhérents représentés était de 172.487 sur 216.327 membres que comprend l'ensemble du Parti socialiste italien.

Les communistes ont eu la majorité dans les provinces de Turin, Mantoue, Forli, Pesaro, Aquila, Florence, dans la Vénétie Julienne (Trieste) et dans les sections résidant à l'étranger ; à Bologne, ils ont eu à peu près le même nombre de voix que les unitaires ; ceux-ci l'ont emporté presque partout ailleurs ; ils ont eu de grosses majorités surtout dans les provinces de Milan et de Novare et dans le midi de l'Italie ; la motion de la droite du parti n'a obtenu un grand nombre de voix que dans son fief, Reggio Emilia.

Je n'ai pas ici à faire la chronique du Congrès, dont les débats ont été résumés sommairement par l'*Humanité*, mais je vais m'efforcer d'en dégager l'esprit et les enseignements.

I

Le Congrès a été singulièrement tumultueux : le nombre des délégués, qui dépassait deux mille, le contraste violent des tendances, les passions soulevées, le tempérament méri-

(1) Voir mes articles dans la *Revue Communiste* de novembre 1920 et janvier 1921.

dional avec ses brusques effervescences créaient cette atmosphère orageuse qui ahurissait quelque peu les hôtes venus d'au delà des Alpes.

Mais cette tension des esprits, peu favorable à une discussion sérieuse et approfondie, n'est même pas l'indice d'une haute température révolutionnaire. Le Congrès de Livourne a marqué un recul sur le Congrès de Bologne ; on s'y sentait moins proche d'une action décisive contre le régime capitaliste et l'on s'y échauffait plus pour les luttes de priorité des tendances que pour la préparation du combat contre l'ennemi commun.

On a un bon point de repère pour mesurer le mouvement de recul de la majorité du parti : c'est Lazzari. Le vieux Lazzari ne bouge pas : c'est l'homme qui a une conception simple et invariable du socialisme ; il s'en tient strictement au programme de Gênes (1892), au pacte de fondation du P. S. I. Il est révolutionnaire intransigeant dans le sens de la II^e Internationale ; c'est-à-dire que c'est un révolutionnaire sans révolution et que son intransigeance ne s'exerce que dans la lutte légale des associations ouvrières en vue d'améliorations immédiates et dans la lutte non moins légale en vue de la conquête des pouvoirs publics, qui devaient être transformés d'instruments d'oppression et d'exploitation des travailleurs en instruments d'expropriation économique et politique de la classe dominante.

Les traits essentiels du programme de Gênes sont : 1^o Lutte des classes, considérée d'une manière absolue et schématique, prise comme base d'action ; 2^o Limitation de l'effort des associations ouvrières à l'obtention d'améliorations immédiates ; 3^o Subordination de cette action économique à l'action politique « plus vaste » consistant à conquérir les pouvoirs publics, tels qu'ils existent dans la Société bourgeoise (1).

(1) Sur le programme de Gênes et les résolutions des Congrès ultérieurs, voir mon étude : *L'Evolution du Parti socialiste italien*, dans *l'Avenir International*, mars 1920.

Fidèle à ce programme, Lazzari ne veut pas entendre parler d'un accord quelconque avec les syndicalistes révolutionnaires, et les soi-disants « révolutionnaires intransigeants » ont une aversion toute spéciale pour le « front révolutionnaire unique », qui impliquerait l'entente temporaire, pour une action révolutionnaire commune, de tous les éléments voulant sincèrement le renversement immédiat du régime capitaliste et se plaçant sur le terrain de la lutte des classes.

A Bologne, où l'on a substitué au programme de Gènes un programme nouveau, reconnaissant que les parlements, conseils municipaux, etc., sont des instruments de domination bourgeoise et ne peuvent être transformés en instruments d'expropriation de la classe dominante, et que le pouvoir politique ne pourra être conquis que par la violence et non par voie légale, Lazzari a voté, avec Turati, pour le maintien de l'ancienne base d'action.

Il était alors contre Serrati ; il est aujourd'hui avec lui. Mais, en réalité, il n'a pas bougé ; c'est Serrati qui l'a rejoint. Et Turati, qui a fait aussi un mouvement vers la droite, s'est séparé de lui.

En Italie, l'opinion dominante est que le Congrès a été un grand succès pour Turati, et on le désigne comme le véritable vainqueur. Il est resté sur ses positions, a bravé l'excommunication dont Serrati le menaçait il y a quelques mois, mais dont il n'a plus été question au Congrès, et il a fait entendre assez clairement que lui et les siens ne tiendraient pas compte de la discipline que voulaient leur imposer les unitaires. Et les unitaires n'ont pas insisté, bien que Turati ait publié, à la veille du Congrès, comme pour braver les admirateurs des bolcheviks et de la III^e Internationale, sa préface aux rapports de Nofri et de Pozzano sur leur enquête en Russie, préface qui est une charge à fond contre le régime communiste russe, faite avec toute l'acrimonie des écrivains bourgeois et d'un point de vue analogue au leur.

A cela s'est borné le triomphe de Turati, car, du point

de vue de la doctrine socialiste, son grand discours au Congrès a été d'une faiblesse extraordinaire.

Jamais on n'a eu plus nettement la sensation qu'il ne faisait plus que ressasser de vieilles formules sur lesquelles il est désormais incapable d'exercer une critique quelconque. La façon dont il a combattu, par exemple, l'idée de la dictature du prolétariat est on ne peut plus enfantine.

« Ou bien la dictature du prolétariat, dit-il, est la dictature de la majorité et alors c'est un non-sens, parce que la majorité ne peut être dictature, mais volonté souveraine ; ou bien elle est la dictature de quelques hommes sur le prolétariat, et alors elle est despotisme tyrannique ».

Tous les sophismes social-démocratiques sont là, condensés en quelques lignes : la dictature d'une minorité, c'est un despotisme intolérable, mais celle d'une majorité est une « volonté souveraine », c'est-à-dire qu'une majorité a le droit d'écraser à son gré la minorité et de lui enlever tous ses droits. Et naturellement, cette majorité, c'est la majorité électorale (en un autre passage de son discours, Turati dit qu'il importe surtout de rendre effectif le suffrage universel).

C'est bien là le principe de la social-démocratie : la tyrannie du nombre. Les minorités ne comptent pas ; elles n'ont pas d'existence propre, elles ne peuvent s'affirmer et en sont réduites à ruser pour devenir majorité. C'est ce qui se passait dans tous les partis affiliés à la II^e Internationale.

Dans la société, l'immense majorité des citoyens électeurs sont des inconscients qui n'ont, en réalité, aucune idée précise du fonctionnement du régime sous lequel ils vivent. Les candidats les bernent par leurs boniments électoraux, la presse leur bourre le crâne ; leur vote est déterminé, le plus souvent, par des motifs tout à fait étrangers à la politique et souvent contraires à leurs propres intérêts bien compris. Ils sont manœuvrés par les plus puissants et les plus habiles, c'est-à-dire que c'est toujours une minorité qui règne et généralement la plus fourbe des minorités.

Il ne pourrait en être autrement que si la majorité des

hommes était politiquement consciente. Or, pour en arriver là (si nous y arrivons jamais) il faudra encore quelques milliers d'années au bas mot ; et quand les hommes en seront arrivés à ce degré d'éducation, ils se passeront fort bien d'élection et de parlements et se régiront d'eux-mêmes, en anarchie. En attendant, ce seront toujours des minorités qui prévaudront.

En vérité, l'on conçoit qu'un communiste anarchiste critique du point de vue de la liberté la « dictature du prolétariat », mais de la part d'un « social-démocrate » pareille critique dénote une singulière inconscience. Grâce à la tyrannie des majorités, habilement menées par des politiciens retors, qui ont fait miroiter devant leurs yeux la perspective d'une révolution de tout repos, réalisée en douceur par la panacée électorale, les social-démocrates ont constitué une Internationale inféodée à leur secte, d'où ils ont chassé les éléments les plus actifs, les plus indépendants, les plus révolutionnaires, Internationale qui a honteusement croulé en 1914.

Après une aussi lamentable expérience, les ex-social-démocrates feraient bien de ne point critiquer, au nom de la liberté, la dictature de gens qui ont, du moins, cette supériorité de prendre le socialisme au sérieux et de ne pas dissimuler toute l'âpreté d'une lutte à laquelle les social-pacifistes, avec leurs recettes de charlatans annonçant la révolution sans douleur, n'ont pas aguerri le prolétariat.

Le même Turati, dans la préface à laquelle j'ai fait allusion plus haut, condamne le bolchevisme, notamment « pour la mentalité miraculiste (*sic*) qui le domine, pour sa foi dans l'efficacité prodigieuse des réformes qui n'existent que sur le papier et de l'artifice législatif et volontaristique, contre la marche fatale de l'histoire ».

Que de mots ronflants et vides ! Je laisse à Turati le soin d'expliquer ce que c'est qu'un « artifice volontaristique » (quant aux artifices législatifs, il les connaît assurément mieux que Lénine) ; mais je veux insister sur l'inconscience du socialiste qui reproche à des socialistes qui, depuis trois

ans, tiennent en échec la réaction du monde entier armée contre eux, d'avoir foi dans le miracle, et qui se croit scientifique, lui, en parlant de *la marche fatale de l'Histoire*.

Ce fatalisme qui, sous couleur de déterminisme et d'esprit scientifique, s'était glissé dans les théories socialistes, a fait son temps, et les jeunes communistes italiens en sont heureusement exempts. Ils savent que « la marche fatale de l'histoire » n'est qu'une pure abstraction, masquant notre ignorance des facteurs infiniment nombreux qui concourent à la production des moindres phénomènes sociaux (facteurs au nombre desquels se trouve aussi la volonté humaine) et notre besoin de substituer, pour la commodité de nos systèmes, des schémas généraux à la complexité des faits, schémas baptisés du nom de lois naturelles, de lois fatales par leurs inventeurs, qui veulent imposer comme des réalités inéluctables ces créations de leur imagination en quête de moyens mnémotechniques et de figurations symboliques.

II

Serrati ne s'embarrasse point de théories comme Turati : il préfère le terre-à-terre de l'action pratique, dans sa réalité quotidienne. Mais l'action pratique elle-même répond à certaines directives, à certaines idées générales, et ces idées ne sont pas moins social-démocratiques que celles de Turati. J'ai montré, dans mon dernier article (voir le numéro de janvier) qu'il acceptait ce même fatalisme pseudo-scientifique que nous avons constaté chez Turati et qui a passé pour la doctrine philosophique du parti.

Comme l'un comme pour l'autre, la tendance à restituer à la volonté humaine son importance réelle dans les phénomènes sociaux est un symptôme d'anarchisme, sans doute parce que les anarchistes italiens ont contribué à cette réhabilitation des valeurs spirituelles.

Luigi Fabbri motive très nettement l'opinion professée par ceux-ci :

« Nous avons voulu réagir contre certain matérialisme scientifique de mauvais aloi qui, comme le fatalisme marxiste et l'automatisme syndicaliste, tendaient à déprécier l'influence de la volonté humaine sur les faits sociaux et même à la nier, ce qui revenait au fond à déprécier toute œuvre d'apostolat et de propagande, toute initiative d'action et de révolution. Nous avons, avec Malatesta, fait un journal, que précisément pour cela nous avons intitulé, sur son conseil, *Volonté*.

« Mais nous n'avons jamais nié l'influence énorme du milieu, des faits économiques, des rapports de production, des agglomérations organisées, des besoins collectifs, etc., et nous avons donc toujours pensé (avant même que surgit le syndicalisme) ce que dit en un langage abstrait Enrico Leone : « Que le subjectivisme et le volontarisme doivent se compléter par l'objectivisme et le casualisme. » Ainsi la tendance à l'absolu qui est le propre de tout mouvement de progrès n'exclut pas le sens de la relativité ».

En ce qui concerne la violence, bien que Turati la repousse comme la pire des éventualités et que Serrati l'invoque comme le moyen suprême de résoudre la crise de passage du système capitaliste au système communiste, les conceptions de ces deux hommes sont très rapprochées, en ce sens que tous deux attribuent à l'idée de la violence une importance tout à fait exagérée et qu'ils s'en servent comme d'un critérium pour distinguer les différentes écoles.

Pour Turati, quiconque préconise l'emploi de la violence comme accoucheuse de la Révolution est suspect d'anarchisme (il taxe d'ailleurs d'anarchiste toute idée socialiste qui ne rentre pas dans les limites de son orthodoxie social-démocratique).

Une déformation non moins singulière apparaît chez Serrati dans sa réponse à Lénine (*Avanti!* du 11 décembre 1920). Répondant à Lénine, qui affirmait que le prolétariat italien avait montré sa capacité de se soulever et de soulever les masses en un puissant mouvement révolutionnaire, Serrati écrit :

« La prise de possession des fabriques fut en vérité un événement grandiose ; mais elle s'est déroulée en présence de la pas-

sivité complète du Gouvernement qui, pour les fins de sa propre politique, n'a même pas tenté la répression. Quand il fut question de donner au mouvement un développement révolutionnaire, comme le proposait la Direction du Parti, ce ne furent pas seulement les dirigeants de la C.G.T. mais même et en premier lieu les représentants des travailleurs de Turin (Tasca) qui déconseillèrent la tentative. Il n'y a donc pas lieu de parler de démonstration de la capacité insurrectionnelle, là où il n'y a eu aucune insurrection, mais seulement un large et profond mouvement syndical, totalement pacifique, sauf quelques incidents isolés. »

Donc, pour Serrati, il n'y a révolution que quand il y a violence, conflit sanglant (je ne tiens pas compte de la façon dont il joue sur le mot *insurrection* : il s'agit nettement, dans le texte de Lénine, de la capacité révolutionnaire du prolétariat). Le mouvement d'occupation des fabriques n'est pas, selon lui, un mouvement révolutionnaire, mais simplement un large mouvement syndical pacifique.

Notons, en passant, que Giolitti lui-même a déclaré, pour se justifier aux yeux des industriels, qu'il n'était pas intervenu par la force parce qu'il aurait été impuissant à intervenir : le mouvement était si étendu que le gouvernement aurait dû employer toute son armée à assiéger les fabriques et qu'il serait resté lui-même désarmé (ajoutons qu'il ne pouvait compter, pour une telle besogne, sur la fidélité des soldats).

Si l'occupation des usines s'est passée pacifiquement, c'est donc à cause de l'impuissance du gouvernement bourgeois. Et quand Serrati dénie à ce qu'il appelle « un large et profond mouvement syndical » tout caractère révolutionnaire, il obéit encore une fois, à mon sens, à un préjugé social-démocrate.

Il n'est pas indispensable qu'un mouvement soit dirigé par le parti socialiste pour avoir un caractère révolutionnaire. Kabaktchieff, le délégué du Comité exécutif de la III^e Internationale, a eu raison d'affirmer que l'occupation des fabriques était un acte révolutionnaire par excellence, puisque les ouvriers voulaient ainsi « arracher la produc-

tion des mains de la bourgeoisie et transformer la propriété privée des moyens de production en propriété collective de la Société ». De même, la prise de possession des terres par les travailleurs agricoles est une action révolutionnaire. Et Serrati a beau dire qu'elle a été dirigée, dans la plupart des cas, par des partis conservateurs, cela ne signifie absolument rien. Des partis conservateurs, comme le « parti populaire » (catholique), peuvent avoir intérêt à suivre le mouvement pour conserver leurs électeurs et à tâcher de le dévier dans un sens de conservation du régime actuel ; ce mouvement n'en constitue pas moins un acte révolutionnaire, portant atteinte au principe de la propriété privée et substituant par voie de fait, et non par voie légale, le travailleur au capitaliste oisif, dans la possession de la terre.

III

Si les conceptions de Serrati portent la marque de leur origine social-démocrate, sa tactique ne la porte guère moins.

Son discours au Congrès n'a été qu'un tissu d'habiletés polémiques. Il a évité, tout le temps, le fond de la question : l'objet réel des critiques du Comité de Moscou que j'ai exposé dans mon dernier article, et il s'est perdu en équivoques sur l'opportunisme, confondant à dessein l'opportunisme tactique avec l'opportunisme de principe opposant son intransigeance verbale à cette souplesse de la stratégie bolchevique si complaisamment exposée par Lénine dans « la maladie infantile du Communisme ». Puis il a recommencé ses brillantes variations sur le thème facile de l'indulgence de Moscou pour les social-patriotes français, et de sa sévérité pour les socialistes italiens qui, eux, seraient tous de vrais socialistes, même Turati, d'Aragona et les autres qu'on calomnie, paraît-il, en les traitant de réformistes : car, selon Serrati, il n'y a plus de réformistes dans le P. S. I., — même après la conférence de Reggio Emilia,

même après les derniers articles et discours de Turati.

Serrati a eu recours aux petits arguments qui font de l'effet sur les assemblées publiques, il a fait beaucoup de personnalités, il a cité des faits qui n'étaient pas toujours exacts ; il a affirmé et réaffirmé, malgré les protestations, produisant ainsi une émotion dans l'auditoire, que Marcel Cachin était franc-maçon — *ce qui n'est pas vrai*. Au fond, il a flatté cette forme spéciale de sentiment patriotique que Graziadei signalait en parlant de la nouvelle mode du « patriotisme socialiste italien » et que Terracini qualifiait de « chauvinisme subversif ».

Et en flattant ce patriotisme, Serrati se révèle, une fois de plus, social-démocrate et II^e Internationale. Si Serrati était vraiment communiste, et avec lui la majorité du parti, il ne songerait pas à faire de comparaison entre les partis français et italien, il ne réclamerait pas l'égalité de traitement pour ces deux partis, il comprendrait que les communistes russes ne peuvent demander la même chose aux socialistes italiens qu'aux socialistes français, et il serait heureux qu'on leur demandât davantage au lieu d'en être mécontent.

Il ne suffit pas d'inscrire à son programme la nécessité de la violence et la dictature du prolétariat pour être communiste.

L'attitude du P. S. I. pendant la guerre, favorisée par la situation spéciale du pays, nous a fait croire que le parti était plus évolué qu'il ne l'est en réalité. Au moment où je me faisais des illusions à cet égard, un ami italien m'avait averti que les hommes représentatifs du parti étaient restés ce qu'ils étaient avant la guerre, et que si leurs qualités avaient été mises en relief par les événements, leurs défauts et leur préjugés n'en subsistaient pas moins. J'ai constaté depuis qu'il avait raison.

Malgré les événements formidables qui se sont passés et continuent à se passer, Turati est resté plus ancré que jamais non seulement dans ses idées mais dans son système, et il a préféré faire entrer de force ces grands faits dans ses

vieux casiers que d'élargir ou de remanier ses casiers ; la C. G. T., avec ses cadres directoriaux invariables, continue à être le boulet que le parti traîne péniblement à sa suite et par lequel il est souvent entraîné en arrière : ce boulet, il n'a pas voulu s'en séparer à Livourne.

Après avoir conclu avec la C. G. T. un pacte d'alliance à égalité qui, dans les circonstances les plus graves, est devenu pour lui un pacte de dépendance, le P. S. veut aujourd'hui réduire la C. G. T. en état de subordination. Les dirigeants de la C. G. T., qui sont en même temps membres du parti et appartiennent à l'aile droite, protestent contre cette prétention et font entendre qu'ils n'en tiendront pas compte. Non seulement on ne les expulse pas du parti, mais on fait alliance avec eux.

Dans une interview publiée par l'*Ordine nuovo*, quotidien communiste de Turin, Terracini décrit ainsi la situation :

Les maximalistes, pendant les derniers mois, avaient préparé la conquête de la C. G. T. contre les réformistes qui en régissent le secrétariat. Maintenant, à la fin du Congrès, Reina a jeté le mot d'ordre révélateur : les maximalistes renoncent, par haine des communistes, à faire l'assaut de la Confédération. « Il faut créer le front unique anti-communiste », s'est écrié Reina, et le Congrès socialiste, dont les communistes étaient déjà sortis, a applaudi ces paroles. Les projets des mois derniers tombent donc à l'eau et notre assaut est vaincu avant même d'avoir été esquissé. Les communistes seuls resteront à l'opposition dans le prochain Congrès de la Confédération... La Confédération restera aux mains des réformistes qui garderont toutes les charges directrices des organisations.

Telle est la perspective que nous offre, en effet, la réunion imminente du Congrès de la C. G. T. Les chefs de cette organisation maintiennent son adhésion à l'Internationale jaune d'Amsterdam, où ils se trouvent, en vérité, à l'extrême gauche, mais dont ils n'ont pas le courage de se détacher, comme le voudraient les communistes, pour adhérer à l'Internationale syndicale rouge de Moscou. Les publications et les discours faits depuis leur retour par leurs délégués en Russie montrent, du reste, qu'au fond de

leur cœur ils sont plutôt avec Amsterdam qu'avec Moscou.

Si les communistes veulent obtenir la prédominance dans les groupements politiques et dans les groupements syndicaux, ils ont encore un gros travail à accomplir. Il faudrait consacrer une étude spéciale aux conditions dans lesquelles se présente pour eux la lutte, et à la constitution de leurs effectifs ; mais je ne l'entreprendrai point aujourd'hui, car je veux me borner à parler du Congrès de Livourne.

Je ne m'attarderai pas non plus à discuter l'opportunité de la scission que l'attitude intransigeante du Comité exécutif de Moscou d'une part, d'autre part le refus des unitaires de se séparer de l'aile droite du parti ou même de l'épurer, rendaient inévitable. Ce n'est que par les conséquences que l'on juge de la valeur d'une tactique.

IV

Il faut reconnaître que, sur un point, les critiques de Serrati au Comité exécutif de l'Internationale sont justifiées. Je les transcris telles qu'il les a formulées dans sa revue *Comunismo* (15-31 décembre 1920) :

Le C. E. de l'Internationale communiste envoie de Moscou dans chaque nation un représentant choisi parmi les camarades russes et connu des camarades russes du C. E. Savoir s'il a les qualités nécessaires à sa mission, s'il peut déployer opportunément son activité, est chose qui regarde uniquement le C. E. Et c'est au C. E. que cette sorte d'éminence grise envoie ses rapports, qui sont ou peuvent être complètement ignorés de ceux qui dirigent le parti dans la nation où l'*informateur* déploie son activité. Sur ces informations ne s'exerce aucune critique, aucun contrôle. Elles sont ce qu'elles sont ; n'en demandez pas davantage, ne demandez pas de savoir, de connaître, de discuter. Ne demandez même pas de quels moyens l'*informateur* se sert pour prendre ses informations et pour accomplir sa besogne. Ne demandez pas si de la sorte la conception ne se répandra pas, et si l'usage de moyens révolutionnaires, abandonné à la discrétion d'un seul, sans contrôle des représentants légitimes du parti, ne causera pas des abus

et des scandales qu'il est bon d'éviter en tout temps, mais surtout en période révolutionnaire.

Au sein du C. E. de Moscou, nous avons eu la naïveté d'exposer quelques-uns de ces doutes et de faire des propositions pratiques, afin que tous les périls mentionnés plus haut fussent éloignés. Mais nous n'avons pas eu de chance. Et il s'est constitué ainsi dans l'Internationale Communiste une sorte de franc-maçonnerie rouge, qui opère dans le silence et le mystère... et qui est d'autant plus dangereuse qu'elle est irresponsable. Et c'est dans ses mains que reposent les destinées de nos organisations, c'est à cette franc-maçonnerie que doivent obéir la direction du Parti et le Parti lui-même.

Cette dernière phrase ne correspond pas à la vérité : il est certain que le jugement que se sont faits les communistes russes sur le parti socialiste italien ne dérive nullement d'informations secrètes, mais, d'une part de l'examen de la situation et de l'étude des critiques faites publiquement dans l'*Ordine nuovo* dès mai 1920 par les camarades de Turin ; d'autre part, de l'impression directe produite en Russie sur les bolcheviks par les nombreux délégués italiens, impression qui fut dans l'ensemble (je le sais de source sûre) nettement défavorable, et non sans raisons.

Mais, cette réserve faite, la critique de Serrati, dans sa portée générale, est entièrement justifiée. Ce système des délégués secrets, tout puissants et irresponsables, est déplorable à tous les points de vue : plus d'une fois déjà l'on a pu en constater les tristes effets.

Cette faute manifeste de tactique dérive d'une erreur théorique fondamentale des bolcheviks : c'est leur croyance aveugle en la vertu de la centralisation. La centralisation est utile en de certaines limites et selon certaines modalités, mais quand elle dépasse ces limites, elle devient inefficace et même illusoire. Quelque intelligents, quelque puissants que soient les hommes qui sont au centre, ni leur cercle de vision distincte, ni leur cercle d'action effective ne s'étendent à l'infini.

Il y a quelque enfantillage à parler toujours de « discipline de fer », comme on le fait dans certains milieux communistes, alors qu'on sait que cette discipline n'est

réalisable que dans des limites restreintes et moyennant certaines sanctions.

Mais cette « discipline de fer » qui n'est autre, en somme que la discipline militaire, est-elle vraiment souhaitable ? Au point de vue révolutionnaire, au point de vue humain, il n'y a de véritable force, selon moi, que dans la discipline dont on reconnaît la nécessité et que l'on s'impose à soi-même. En réalité, c'est cette discipline-là qui a fait la force des bolcheviks et leur a permis de détruire la domination de la classe bourgeoise.

Discipline, tant qu'on voudra, mais discipline consentie, dérivant de la conscience de la réalité, discipline volontaire, non automatisme.

Défions-nous toujours des formules et des systèmes. Les systèmes en politique valent ce que valent les hommes qui les mettent en pratique. Rien n'est plus dangereux que de mettre dans toutes les mains certains livres de Lénine où il expose la stratégie bolchevique. Il ne cesse, lui, d'avoir devant les yeux le grand but qui est l'objet de sa foi et auquel il se dévoue tout entier. Mais les autres, ceux qui n'ont pas sa vertu et son désintéressement, que feront-ils de ces moyens redoutables ?

Il en est de cela comme de l'« immoralisme ». Défiez-vous des théories « immoralistes » ou « amoralistes » quand elles sont défendues par des hommes n'ayant pas un grand sens moral et une conscience très scrupuleuse. Un Nietzsche, qui était profondément vertueux, pouvait être « immoraliste ». Mais Dieu nous garde de tous les Nietzsche au petit pied et de tous les surhommes d'opérette qui ont pullulé depuis !

Serrati a raison : méfions-nous des « éminences grises ».

Jacques MESNIL.

Anatole France et le Parti communiste

Anatole France a adhéré au parti communiste.
Les poètes sont des gens bizarres !

Le « Vorwärts », 12 janvier 1921.

Oui, honorable Vorwärts, les poètes sont des gens bizarres ! Le plus grand écrivain de France, son cerveau le plus lucide, son esprit le plus sceptique est certainement un des poètes les plus bizarres du monde.

Ce vieillard, âgé aujourd'hui de 76 ans, était de tout temps un des pionniers les plus hardis des idées avancées du socialisme. Il n'a pas hésité quand il a fallu prendre une décision. Il ne s'est soumis à aucune mode, à aucune conjoncture commerciale, à aucune exigence du jour, comme tous ces centaines et milliers d'écrivains et artistes allemands qui, selon le succès du jour, prenaient partie pour ou contre une idée ou une cause. Dans sa lutte la plus difficile, le prolétariat allemand n'est soutenu ni par l'ancien poète des « Tisserands », Gerhard Hauptmann, ni par l'auteur de : « le Sujet » et « les Pauvres », Heinrich Mann, qui lui est moralement plus près.

Il n'attend même pas une aide quelconque de ce côté, et encore moins des poètes de guerre et de révolution qui ont recueilli, avec raison, les applaudissements de la bourgeoisie. Quelle importance ridicule se donnent ces poètes et fabricants de romans insignifiants, eux que rien ne rattache au tourbillon effrayant, à l'existence effrénée, aux crises économiques et aux catastrophes de notre époque. Le prolétariat révolutionnaire allemand donnera à MM. Otto Ernst, à Stratz, à tous ces écrivains au service des éditeurs Ullstein et S. Fischer la place qu'ils méritent.

Le plus grand écrivain français de notre misérable époque ne connaît pas les hésitations et les embarras de ces

écrivains à la solde de la bourgeoisie. Lui, le pionnier de l'idée à laquelle il a sacrifié sa vie, croit à la révolution, il croit à la délivrance du genre humain par la dictature du prolétariat, il croit à la révolution mondiale. Lui, le descendant des grands encyclopédistes français, des Diderot et d'Alembert, lutte aujourd'hui côte-à-côte avec le prolétariat français. Lui, le digne disciple de Voltaire, a compris de bonne heure « le meilleur des mondes ». Il a mis à nu ses institutions, son régime visant uniquement au bien-être des riches. Par des satires, par l'ironie, il a stigmatisé la fausseté intérieure de ses lois. Il a raillé et flétri l'orgueil insolent des possédants en face des affamés et des exploités. Chacun de ses livres dévoilait à nouveau la société bourgeoise qui recommence éternellement à se masquer. Son esprit pénétrant réussit surtout à ridiculiser le mensonge de la démocratie, c'est-à-dire l'égalité devant la loi sur le papier. Il y a bien des années, lorsque nous ne jouissions pas encore en Allemagne du suffrage universel et de toutes les conquêtes de la république démocratique, l'ironiste Anatole France écrivait déjà ces phrases qui s'appliquent à la république d'Ebert, derrière laquelle se trouve sa Majesté Stinnes :

« Dans son égalité majestueuse, la loi défend au riche comme au pauvre de dormir sous les ponts, de mendier dans les rues et de voler du pain. »

Le riche ne sera pas tenté de partager avec le pauvre cette fameuse égalité. Ces défenses ne sont pas valables pour lui ou, du moins, n'ont pas de signification pour le moment. Il n'a pas l'habitude de dormir sous les ponts, ni de mendier dans les rues, ni de voler du pain. Mais celui qui n'a rien, ni appartement, ni revenu, ni pain, celui-là est, devant la loi, l'égal du riche. Ainsi raille Anatole France.

En des œuvres immortelles, cet esprit droit et incorruptible a dévoilé toute la folie de l'anarchie bourgeoise, qui s'appelle la société capitaliste. Le prolétariat international se félicite de l'aveu fait par un intellectuel international des

plus honnêtes : son adhésion au parti communiste, à la section française de la III^e Internationale de Moscou.

Nous laisserons volontiers à la bourgeoisie leurs Marcel Prévost, leurs Rudolf Hergoz, leurs Sudermänner de toutes les nuances et nous nous contentons — même dans le domaine intellectuel — de ne former une phalange qu'avec les esprits les meilleurs et les plus nobles du monde. Maxime Gorki, Anatole France et Upton Sinclair comptent dans la littérature mondiale actuelle parmi les plus grands écrivains et ils sont reconnus même par la bourgeoisie. Ils sont à nous, ils sont au prolétariat révolutionnaire. Ils se sont donnés à lui, ils participent à l'œuvre que nous avons entreprise, bravant avec nous tous les mensonges et les calomnies qui ne cesseront pas tant que la société bourgeoise et ses complices (les socialistes démocrates Noske et Hilferding) disposeront de moyens aussi vastes d'empoisonner et d'abêtir par leur presse les masses non encore éclairées.

Anatole France compte lui-même parmi les grands civilisateurs. C'est pourquoi beaucoup de critiques ne veulent pas le laisser passer pour poète. Il est à leurs yeux trop critique, trop sceptique, trop près de la vie, trop inflexible. Mais ce qu'il voulait, c'était rendre les gens plus conscients en les éclairant, il voulait les préparer par une connaissance de leurs souffrances à la communauté, à un ordre social plus élevé, à devenir des communistes.

A la fin de son existence, il voit la lumière venir de l'est, et lui, le cerveau le plus critique de notre époque, soutient la nouvelle vie révolutionnaire qui se fait jour à travers mille obstacles et entraves. Il soutient les thèses formulées par Marx et Engels et continuées par Lénine et Trotzki et il se place comme soldat dans la grande armée de l'Internationale rouge.

Wilhelm HERZOG.

La Lutte des Classes

ET LA REVOLUTION RUSSE

Toute lâche qu'était la tactique du socialisme petit-bourgeois, alors organisateur et guide de la majorité du prolétariat de Pétrograd, la structure du pouvoir ne pouvait avoir d'autre base que le compromis, c'est-à-dire elle devait refléter la puissance réelle de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie. Le gouvernement provisoire était formé de bourgeois « pur sang ». Mais il y avait à côté de lui le comité exécutif des délégués des ouvriers (plus tard « des ouvriers et des soldats »).

Péetrograd était maître de la Russie ; les ouvriers et les soldats étaient maîtres de Péetrograd. De cette manière, l'organe du pouvoir des ouvriers et des soldats de Péetrograd était devenu, à côté du gouvernement provisoire, *l'autorité centrale de toute la Russie*. Cette dualité du pouvoir politique reflétait l'antagonisme social entre la bourgeoisie et les propriétaires fonciers d'une part, et la petite bourgeoisie, les paysans et le prolétariat d'autre part. Le soviet sanctionna la fameuse formule d'appui à donner au gouvernement, la formule de « dans la mesure » : « dans la mesure où le gouvernement travaillera avec fermeté et d'accord avec le soviet à consolider et à élargir les conquêtes de la révolution ». La tactique de compromis avait acquis une base solide.

Le premier acte du gouvernement provisoire devait être la proclamation de la *république démocratique*. Mais proclamer la république démocratique, c'était rompre à jamais avec le passé. Peut-on être « homme raisonnable » et rompre « d'une manière stupide et insensée » avec les

(1) N. d. I. R. : Voir la *Revue Communiste*, N° 11.

« traditions historiques » ? Ne trouvera-t-on point dans une monarchie constitutionnelle le meilleur rempart contre les « éléments déchaînés », contre les « fanatiques » et l'« anarchie » ?... Le contraste entre la bourgeoisie impérialiste et la démocratie révolutionnaire s'accusait ici avec toute sa puissance. A la séance commune du comité exécutif et du comité de la Douma, les représentants timides des ouvriers et des soldats avaient proposé de s'abstenir de tout acte « qui pourrait préjuger sur la forme du gouvernement ». Les représentants du parti de la liberté populaire avaient proposé (sans doute par respect trop grand pour la liberté du peuple) de laisser subsister la *monarchie des Romanoff*. Le membre du comité exécutif Stenloff avait dit à ce propos au cours d'une séance du soviet : « Je dois déclarer catégoriquement, que les représentants des cadets s'opposaient formellement à ceci et ne voulaient consentir d'aucune manière non seulement à la proclamation de la république démocratique, — ce que nous ne voudrions point obtenir par force, — mais se refusaient même à souscrire à notre texte... Nous savons qu'ils voulaient à nous, à la démocratie victorieuse russe, imposer la monarchie des Romanoff, non tout simplement la monarchie, mais justement la monarchie des Romanoff, et Milioukoff surtout insistait pour que le tzarévitch Alexéi fût proclamé empereur, et le grand prince Michel Alexandrovitch, régent. C'est en vain que nous répétions qu'aucun des groupes politiques n'a le droit d'anticiper sur l'opinion du peuple russe... C'est en vain que nous leur déclarions que nous allons si loin en ce qui concerne notre attitude politique réservée (!) que nous ne voulons pas les forcer à proclamer la république, malgré la force physique dont nous disposons et que nous les prions (!!) seulement de ne pas proclamer la monarchie... Malgré tout cela, nous n'avons pu nous mettre d'accord ».

Les chefs « prudents » de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie manquaient quand même de courage pour exiger la proclamation de la république, malgré « la force physique » dont ils disposaient ! Les défenseurs hypocrites

de la liberté du peuple avaient assez d'audace pour réclamer, le lendemain de la révolte victorieuse, le rétablissement de la *monarchie des Romanoff* !

L'octobriste Goutchkoff, membre du gouvernement provisoire, et l'ultra-réactionnaire Choulguine, membre du comité de la Douma, après avoir reçu la bénédiction du cadet Milioukoff, se rendaient déjà au grand quartier général « pour sauver de l'anarchie le pays », c'est-à-dire conclure un contrat avec les bandits tzaristes en trahissant la révolution et le peuple. Mais Michel Romanoff ne se montra pas aussi courageux que Pierre Milioukoff. Probablement, « la force physique » sur laquelle s'appuyait le soviet lui en imposait. Ce fut une affaire manquée que celle qui devait se faire entre la bourgeoisie et les habitants du nid de vipères des Romanoff.

L'accord du soviet avec le gouvernement provisoire contenait, outre l'article annulé en fait et concernant la forme du gouvernement, encore ces huit articles : l'amnistie ; la liberté de la parole, de la presse ; les mesures indispensables à prendre en vue de la convocation de l'Assemblée constituante ; le remplacement de la police par la milice ; l'autonomie locale à la base du droit de vote universel ; l'abolition de toute limitation du droit à cause du rang social, de la nationalité et de la religion ; le non-désarmement et le non-renvoi des troupes révolutionnaires de Pétrograd et, finalement, l'autonomie de l'armée.

Le gouvernement provisoire avait publié une déclaration dans ce sens. Mais ses membres avaient déjà adopté la tactique qui florissait un peu plus tard : la tactique de *sabotage*. Le comité exécutif se rendit compte bientôt, que messieurs les ministres ne sont point pressés de réaliser le programme annoncé. Il exigea alors que le gouvernement promulguât immédiatement la loi sur l'amnistie et le décret contre les généraux réactionnaires qui de toute évidence préparaient un putsch réactionnaire.

La loi sur l'amnistie fut aussitôt promulguée. Même M. Milioukoff n'a point osé l'envoyer *ad acta*. Car, cette loi

a été demandée encore par la première Douma impériale, fille des cadets. Quand même, on ne peut pas revenir d'un seul coup à la politique de Pavloff, procureur de l'Empire, à qui, même les libéraux de la première Douma criaient d'une voix unanime : « A bas le bourreau ! »

Les « criminels » politiques avaient enfin obtenu l'amnistie. Les émigrants devaient rentrer dans la nouvelle Russie aux frais de l'Etat. Mais, dans le temps où nous vivons, il faut ajouter à l'ignominie de l'impérialisme russe l'ignominie de l'impérialisme international.

Lloyd George et les sbires anglais ont corrigé les dispositions (au moins les dispositions rendues *publiques*) du ministre russe des affaires étrangères. La révolution russe ne menaçait pas le tzarisme seul, elle menaçait d'allumer le brasier de la Révolution internationale, de détruire l'union sacrée des travailleurs avec les exploités. Et si l'impérialisme russe avait encore honte et peur de saisir au cou les représentants de l'internationalisme révolutionnaire et d'employer contre eux des méthodes de lutte dignes des laquais d'Abdul-Hamid, il a fait cela par l'intermédiaire de ses collègues anglo-français et des sbires au service des consuls du tsar à l'étranger. A de nombreuses personnes, on avait formellement interdit de quitter la Suisse, la France, l'Angleterre et l'Amérique. Un grand nombre de « citoyens » russes furent arrêtés par les policiers « alliés » qui justifiaient leur conduite par des calomnies grossières, dont est capable seulement un bourgeois pris de rage.

A propos de son arrestation par les autorités britanniques, Trotzky avait écrit : « On ne peut pas dire que la diplomatie anglaise prise en général manque ni de prévoyance ni de « manières de gentleman ». Cependant, la déclaration de l'envoyé britannique relative aux subsides que nous aurions reçus de l'Allemagne manque de l'un aussi bien que de l'autre : elle est également bête et ignoble. Cela s'explique par le fait que les politiciens et les diplomates de la Grande-Bretagne possèdent deux procédés différents : un pour les pays « civilisés », un autre pour les co-

lonies. Sir Buchanan, envoyé anglais à Pétrograd, qui était le meilleur ami de la monarchie tzariste, mais que l'on considère aujourd'hui comme ami de la République, se sent en Russie comme il se sentirait en Egypte ou aux Indes, et pour cette raison il ne voit pas pourquoi il se gênerait. »

Ceci caractérise très exactement l'attitude des Alliés. Il était évident que le fameux « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » qui était proclamé avec une grande pompe par les impérialistes de tous les pays, ne serait en réalité reconnu ni par le gouvernement français ni par le gouvernement anglais, même pas à la Russie ! Il était évident que la cravache militaire dont se sert l'Angleterre dans ses colonies frapperait les citoyens russes « indépendants ». Il était évident que l'impérialisme anglais, au moment où la main gantée de fer des impérialistes allemands se levait encore contre la Russie seule, considérait celle-ci comme pays conquis ! « Vive la pénétration pacifique ! » (1).

Par suite de la pression exercée par les organes de la démocratie révolutionnaire, ceux qui avaient été arrêtés furent remis en liberté. A d'autres, les Alliés refusèrent le droit de passage, et, au contraire, ils leur préparaient des mandats d'amener. Ainsi un grand nombre de personnes furent obligées de voyager par l'Allemagne.

Si dans les conditions du voyage des émigrés amnistiés se manifeste nettement une ligne de contact entre les gouvernements impérialistes des Alliés d'une part et le désir, momentanément dissimulé, du gouvernement provisoire, à peine sorti de l'œuf de la révolution, mais impérialiste, quand même, d'autre part, — ce dernier gouvernement a montré son vrai naturel par sa conduite à propos de la réclamation du comité exécutif de mettre hors la loi les généraux réactionnaires. De toutes parts, on annonçait que le grand quartier général était le centre de la contre-révolu-

(1) « Pénétration pacifique » : c'est le nom que les impérialistes donnent à leur pénétration dans les pays faibles, pénétration qui prépare l'asservissement définitif de ces pays et leur soumission à main armée.

tion en train de s'organiser. Les soldats se révoltaient contre l'esprit réactionnaire de leurs officiers. Déjà le 6 mars, le général Evert écrivait au nom de Nicolaï Nicolaïévitch l'ordre du jour de l'armée, qui contient l'appel de soutenir les Romanoff. Le général Alexéieff, le même qui plus tard avait embrassé le citoyen Kérensky, menaçait de cour martiale les « bandes révolutionnaires » (!) venant de Pétrograd. Le général Ivanoff, qui aux jours critiques était venu avec ses troupes pour pacifier les insurgés à Pétrograd, développait, après l'affaire de Pétrograd, son activité à Kieff !

Le gouvernement provisoire traînait quand même l'affaire en longueur, sous prétexte de chercher l'article correspondant du code criminel. Le décret ne fut point publié. Le comité exécutif du soviet entreprit lui-même des mesures plus ou moins énergiques, si on peut se servir du terme énergique en parlant des mesures prises par une majorité opportuniste.

Alors, commence l'époque de la self-organisation de la masse révolutionnaire : du prolétariat, des soldats, des paysans. Le soviet de Pétrograd pouvait déjà largement s'appuyer sur une force organisée. L'autorité des soviets et en particulier du soviet de Pétrograd avait grandement augmenté. Mais la sourde résistance au soviet de la part de la bourgeoisie impérialiste et de son organe, le gouvernement provisoire, augmentait proportionnellement. C'était surtout le ministre de la guerre Goutchkoff qui fut inflexible. Les commissaires du comité exécutif rencontraient partout une obstruction systématique de la part de nouvelles « autorités ». La bourgeoisie présentait nettement dans la puissance croissante du soviet une menace pour les bases mêmes de son existence. En vérité, un beau jour ces plébéiens prendront tout en leurs propres mains. Et où sont les garanties qu'ils seront satisfaits d'un simple changement de forme politique ?

Puisque M. Milioukoff n'avait pas réussi du premier coup à porter sur le trône Alexéieff à la place de Nicolas, il fal-

lait penser à cette éventualité pour l'avenir. Le gouvernement provisoire entama les pourparlers avec les parents de Nicolas en Angleterre pour y envoyer l'ancien czar. Mais lorsque le comité exécutif fut avisé par les cheminots que deux trains avec la famille du czar étaient déjà dirigés sur Pétrograd pour être envoyés de là vers la frontière, il mobilisa alors la garnison de Pétrograd, occupa toutes les gares et envoya partout l'ordre télégraphique : « Arrêter et s'en saisir ! ». On n'avait pas réussi à sauver la « sainte famille ».

L'attitude vis-à-vis de la *guerre impérialiste* alarmait encore plus la bourgeoisie que la question de la *constitution d'Etat*. Quoique la bourgeoisie eût combattu ardemment, sous les enseignes du parti même de la liberté du peuple pour que la liberté du peuple fût politiquement exprimée, c'est-à-dire quoiqu'elle eût combattu la république démocratique, ce n'était là pour elle qu'une question secondaire. En république aussi, on peut continuer la politique de rapines. Sous ce rapport, on peut apprendre quelque chose de la « libre Amérique » et de la France magnifique ! Le nettoyage de l'écurie d'Augias tzariste promettait même un peu plus d'économie dans la conduite de la guerre.

Les Alliés, eux aussi, comprenaient cela fort bien. Dans un de ses discours, Lloyd George déclarait sans détours, en parlant de la défaite des troupes tzaristes, que les canons allemands brisent les chaînes qui empêchent le peuple russe de mener la guerre. De même que les impérialistes russes n'auraient rien eu contre « un petit changement » et se seraient accommodés de la république, quoique en grinçant des dents, de même les impérialistes anglais et français ont « reconnu » cette politique. Mais la situation était devenue toute autre lorsque la question de la guerre fut poussée au premier plan. C'est là le *contenu essentiel* du capital financier. C'est s'attaquer au profit capitaliste, au droit qu'ils ont d'exploiter le monde, que de méditer quelque chose contre la guerre. Qu'y a-t-il de plus sacré que

ce droit? Celui qui ose protester n'est qu'un traître à la patrie!

Toutes les fractions de la classe dominante s'étaient groupées avec la *bourgeoisie impérialiste* autour du mot d'ordre: « La guerre jusqu'au bout! » Les hommes de la « droite » disparurent de la scène comme s'ils avaient été physiquement anéantis. Leurs nombreuses organisations aux noms spécifiques, leurs journaux stipendiés par le tsarisme, leurs « fonctionnaires » dans le genre de Sacha Kossouï, etc. — tout cela avait perdu son caractère puissamment exprimé de la réaction la plus noire. Tout cet appareil, en apparence dissout, passa en réalité au service du bloc bourgeois unifié, dont le représentant spirituel et politique était le *parti de la liberté du peuple*. Si les *impérialistes bourgeois* au temps du tsarisme rendaient des services aux *partisans du féodalisme*, ceux-ci les rendaient maintenant aux *impérialistes bourgeois*. Le bloc formé par les « propriétaires fonciers de vieille souche » et par les « progressistes » avait ressuscité, à l'instar du Phœnix, des cendres que soufflait le vent du massacre mondial. Mais l'hégémonie passa aux mains du capital financier possédant des méthodes « européennes » pour étrangler le monde.

La *petite bourgeoisie*, les *paysans* et *l'armée* composée de paysans n'avaient pas accueilli favorablement les buts de guerre impérialistes. La classe paysanne russe ne s'est pas encore constituée d'après le type que l'on rencontre chez les gros paysans allemands, dont les associations représentent de véritables cartels dirigés, par suite de leurs prix de monopole élevés, contre le prolétariat. Au lieu d'un bloc avec les agriculteurs, nous avons une lutte contre les agriculteurs, la lutte pour la terre. La guerre non seulement n'assure point au paysan le gain qu'elle promet au capital financier, mais elle lui porte préjudice en la privant d'ouvriers et de bêtes de somme. Le paysan sait qu'il a la terre *sous la main*: c'est la terre du propriétaire foncier. Il est impossible d'enthousiasmer le paysan par l'annexion de

pays inconnus quels qu'ils soient. Sous ce rapport, il est un empirique à l'esprit étroit. Toute la puissance de sa pensée est dirigée vers un but tangible qui lui est proche: la terre du propriétaire foncier. Il l'a trempée de sa sueur. Il l'a labourée avec sa misérable charrue. Il a donné pour elle, tout en souffrant la faim lui-même, tant d'argent au propriétaire. Par amour de l'équité, il faut qu'elle soit à lui.

Il en fut un peu autrement quant à la petite bourgeoisie. Une partie des petits bourgeois, liée par la *collaboration* au capital financier et constituant à vrai dire un supplément à la grosse bourgeoisie, reprend tous les mots d'ordre du pur impérialisme. A celle-ci s'ajoutent dans une large mesure les intellectuels (médecins, avocats, etc., en un mot les « professions libérales »). Au contraire, les couches mi-prolétariennes de la petite bourgeoisie, qui souffrent directement de la guerre, sont prêtes à protester contre le maudit « massacre ».

Une majorité écrasante des petits bourgeois de la ville et de la campagne étaient donc hostiles à la guerre impérialiste. Mais ils étaient incapables de s'assimiler la manière de voir de l'internationale révolutionnaire. La classe paysanne, en tant qu'elle s'appuie sur sa *propre terre* et sur la terre qu'elle veut *s'approprier*, doit *défendre* cette terre contre l'« *ennemi extérieur* ». Et de même que les annexions de territoires étrangers ne la regardent pas, de même elle ne se préoccupe point de ce que sa *guerre défensive* puisse être combinée avec les plans *impérialistes* des banquiers coalisés et, en réalité, transformée en une *guerre d'annexion* de la coalition tout entière. D'une part, la petite bourgeoisie s'élève contre l'impérialisme; d'autre part, elle le soutient. D'une part, elle est toute disposée à combattre le militarisme; d'autre part, elle s'incline devant l'Etat essentiellement militariste du capital. D'une part, elle hait le capital, cet usurier qui traite les hommes comme il traiterait les chevaux, elle hait les spéculateurs, les banquiers, les fabricants, les entrepreneurs, tous ces grands voleurs

qui viennent comme les corbeaux sur la charogne ; d'autre part, elle contracte avec eux des conventions concernant la « situation nationale ». *Le joug du capital* la fait rêver d'un « empire de la liberté ». *Les chaînes de la propriété* la font descendre des nues. Sa tactique ne peut être en réalité autre qu'une tactique pitoyable, mais parfois aussi pleine de trahison. Son idéologie, c'est le socialisme petit-bourgeois, ce sont, avant tout, des *phrases* socialistes. Révolution, — oui, mais ne point la pousser « trop loin ». Lutte contre la contre-révolution — oui, mais ne pas terroriser la bourgeoisie ». Socialisme, — oui, mais « dans quelques deux cents ans ». Fraternité des peuples — oui, mais sans que les banquiers coalisés soient lésés. Le socialisme des socialistes révolutionnaires est l'expression de ces errements petit-bourgeois.

Le prolétariat est libéré des chaînes de la propriété par sa position sociale. Au fond, les travailleurs n'ont pas de patrie, il n'y a que les fers de l'esclavage salarié qui les attachent à cette patrie. *L'organisation politique du capital*, qui prend ce pseudonyme de patrie, impose aux travailleurs dans la mesure où ils se trouvent sous la domination idéologique de la petite bourgeoisie ou du gros capital. Il arrive souvent que la classe ouvrière soit dans une telle captivité spirituelle. Mais elle seule peut se libérer de cet esclavage, prise comme classe. Elle seule peut s'élever à un point de vue qui place les intérêts de la révolution internationale plus haut que ceux de « sa » patrie », c'est-à-dire de l'organisation politique nationale du capital. Ainsi, elle seule peut être une classe conséquemment révolutionnaire, inébranlablement internationaliste, et une classe dont la critique est impitoyable. Les errements constituent le naturel de la petite bourgeoisie. *Ils sont une maladie pour le prolétariat*. La petite bourgeoisie ne suit jamais une voie décisive et conséquente. Le prolétariat a presque toujours une fraction révolutionnaire inflexible.

Le mouvement ouvrier russe présente les deux fractions : la fraction des *menchéviks*, social-patriote et par son idéo-

logie petit bourgeois, et la fraction conséquemment révolutionnaire, des *bolchéviks*. Le bloc des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, qui se laissait prévoir, dès l'abord, est l'expression de leur parenté idéologique petite bourgeoise. — « Contre les annexions, mais pour le maintien des engagements pris vis-à-vis des Alliés et pour la défense du pays » — tel était le mot d'ordre de la petite bourgeoisie et d'une partie des travailleurs. » Contre toute coalition avec les capitalistes quels qu'ils soient, contre la guerre menée d'accord avec eux » — telle était la position du prolétariat révolutionnaire.

Le gouvernement provisoire s'appuyait sous le rapport social sur la bourgeoisie impérialiste, mais il était soutenu par le capital anglo-français aussi, qui avait son agent énergique dans la personne de Sir George Buchanan, et dans la personne de Paul Milioukoff, sa fidèle partie contractante. La voie suivie par le gouvernement provisoire était la voie de l'impérialisme allié.

Le soviet des délégués des ouvriers et des soldats s'appuyait non seulement sur la classe ouvrière, mais dans une large mesure sur la petite bourgeoisie aussi (les paysans et les soldats). La partie du soviet qui représentait la petite bourgeoisie et une partie des ouvriers qui s'affiliaient encore à elle constituait la *majorité du soviet*, dont les socialistes révolutionnaires et les menchéviks étaient l'expression politique.

C'était ce qui déterminait la conduite politique du soviet. Le 14 mars, fit son apparition le fameux appel : « *Aux peuples du monde entier !* »

L'appel « Aux peuples du monde entier » était le premier document officiel qui a éclairé les masses du peuple de tous les pays belligérants sur le véritable état d'esprit des prolétaires et des paysans russes. Jusqu'alors, toutes les nouvelles étaient de toute évidence cuisinées. Les capitalistes « alliés » se réjouissaient d'abord de la révolution qui a sauvé la Russie de la germanophilie du parent le plus proche de George V. A la nouvelle de la formation du soviet,

le journal de l'oligarchie financière, *Times*, était déjà inquiet.

Alors, pour tranquilliser l'émoi des cœurs hypertrophiés de ces messieurs de Londoner City, le gouvernement provisoire combla le monde de nouvelles doucereuses, imprégnées d'un puissant esprit d'obséquiosité servile, ce qui était d'un effet d'autant plus comique que ces communications provenaient de représentants patentés de l'idée de la Grande Russie. Les correspondants cadets, contrôlés par les autorités de M. Milioukoff, faisaient le beau comme des petits chiens devant leur mé-mère et remuaient respectueusement la queue devant les impérialistes anglais, en représentant lâchement la révolution russe comme une perturbation tranquille, qui aurait été parfaitement légale si quelques articles du code criminel du tzar n'avaient pas existé. Mais si l'appel avait réussi à forcer les barrages élevés par l'impérialisme russe, il a rencontré une opposition extrême de la part des Alliés « pleins d'amour pour la liberté ». Le gouvernement français, qui vit toujours sur le capital de la Grande Révolution et invoque à tout propos les mots d'ordre lancés par cette révolution, avait défendu la publication du manifeste, et il n'est parvenu au peuple français que comme une feuille illégale, éditée par l'opposition socialiste.

Par lui-même, l'appel devait en imposer. Pendant la guerre, l'organe révolutionnaire du pouvoir des ouvriers et des soldats s'adresse à tous les peuples, et même à l'« ennemi extérieur » ! N'est-ce point une défaite de la barbarie militaire ?

Cependant, le manifeste souffrait d'une contradiction innée. D'une part, il faisait appel aux peuples pour qu'ils cessent la guerre et luttent pour une paix démocratique ; d'autre part, il faisait de la guerre en tant que guerre défensive un devoir, malgré le maintien des engagements contractés vis-à-vis des Alliés, par des traités secrets, par des traités possédant un caractère nettement annexionniste ; d'une part, il invitait les peuples — et surtout les

peuples des puissances centrales — à la révolte contre leurs gouvernements ; d'autre part, il admettait la paix avec sa propre bourgeoisie, une paix qui s'est traduite avec netteté par l'appui prêté au gouvernement provisoire impérialiste. En un mot, il personnifiait la même duplicité et l'insuffisance qui caractérisent le « socialisme » petit-bourgeois. *In nuce*, il contenait déjà la possibilité de l'asservissement de la démocratie aux buts annexionnistes des requins impérialistes.

Mais il a souligné la formule d'une paix sans annexions et sans contributions. Il exprimait un désir réel de cette paix. Dans ses grandes lignes et dans son ensemble, il était contre la guerre impérialiste et en appelait au prolétariat socialiste. Cela suffisait parfaitement pour assurer au soviétique, de la part de la bourgeoisie, une haine pleine de rage, mais dissimulée jusqu'au moment opportun.

Sous l'influence spirituelle directe de l'appel, eurent lieu les congrès du front à Minsk, Pskow, etc. Les représentants de l'armée, de la puissance militaire active se prononcèrent avec unanimité contre la politique annexionniste. Le mot d'ordre de la fraternité internationale s'était acquis, paraît-il, un nombre énorme de partisans. Même un aveugle se serait aperçu du désir de la paix. La fraternisation dans les tranchées en était une preuve grossière.

Presque simultanément avec le congrès de Minsk a eu lieu la conférence panrusse des soviets des délégués des ouvriers et soldats, qui a ratifié la position adoptée par le soviétique de Pétrograd. Mais cette conférence donna dans le piège du gouvernement provisoire, en approuvant sa politique extérieure. Voilà comment se sont exactement passées les choses. Le 28 mars, le gouvernement provisoire cédant à la pression de la démocratie révolutionnaire publia un appel aux citoyens de la Russie, où l'on proclama comme « le devoir de la Russie libre » « l'établissement d'une paix durable sur la base de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes », mais sans aucune « annexion violente des territoires étrangers ». Les messieurs qui se levaient en faveur

des annexions sur tous les croisements de chemins et qui parlaient à l'infini et à grands cris d'une « fin » victorieuse et qui — tout comme Milioukoff — avaient fait leur carrière politique dans l'antichambre du ministre du tzar, Sazonoff, ces gens-là s'élevaient maintenant en faveur d'une « paix démocratique ». Il fallait vraiment avoir une bonne volonté excessive pour ne pas voir, sous un aspect noble, une gueule de loup et une queue de renard. Les soviets ne l'ont pas remarqué. Ils voyaient dans l'appel du gouvernement un « progrès important dans la voie de la réalisation des principes démocratiques, dans le domaine de la politique extérieure ». Ils ne se rendaient pas compte que la parole a été donnée aux diplomates pour qu'ils cachent leurs pensées. Ils ne prenaient pas en considération que tous les gouvernements ont formulé des phrases qui rempliraient d'envie Machiavel en personne. *Au lieu d'une méfiance systématique vis-à-vis de la bourgeoisie, ils invitèrent la masse à accorder à la bourgeoisie une confiance systématique ; au lieu de démasquer ce mensonge, ils l'ont sanctionné.*

Chaque action de classe exprime en grand et complètement la volonté de la classe qui l'a produite. La tactique des impérialistes assis derrière leurs comptoirs de banquiers et dans les bureaux de leurs fabriques, ou réunis en leurs « Congrès » et conférences, cette tactique est essentiellement la même que celle qu'ils suivent lorsqu'ils se trouvent dans un fauteuil ministériel. Mais elle en diffère toujours par la forme qui peut être aussi éloignée de l'essentiel que l'est le ciel de la terre. Car le jargon des diplomates est bien plus impudent que le jargon des apaches qui, en mettant la main dans la poche des autres, n'invoquent jamais les lois communes du droit et de la morale, ni l'impératif catégorique de Kant, ni les commandements de la vertu chrétienne ou les idéals sacrés de la civilisation.

En dehors de la sphère des relations officielles, la bourgeoisie exécuta une attaque assez ouverte contre les soviets.

Toute une série de campagnes fut faite contre eux *dans la presse bourgeoise*. La presse bourgeoise se montra comme le moyen le plus puissant pour l'asservissement spirituel de la masse. Comme elle disposait des millions, elle avait monopolisé presque toute la réserve en papier et *ipso facto* avait mis la main sur presque toutes les imprimeries. La racaille bourgeoise dansait une danse sauvage, travaillait « l'opinion publique » d'après les nécessités du capital du pays et allié et, par des mensonges administrés chaque jour à doses de cheval, elle créa le type du petit-bourgeois effrayé par la Révolution. Absolument de la même manière procède l'éleveur de cochons lorsque, par une culture « rationnelle », il crée un nouveau type de cochon qui serait incapable de ce qui caractérise essentiellement la vie — le mouvement — et qui ne serait bon que pour la boucherie.

Sous la plume de ces vulgaires scribes, la fraternisation des peuples était devenue le protectionnisme de l'Allemagne, *la démocratisation de l'armée et la propagande pour la paix* — la cause de la défaite à Stokhod, défaite pour laquelle l'armée avait à s'en prendre exclusivement à la conduite sans-gêne de l'autorité militaire suprême ; la journée de huit heures était représentée presque comme une haute trahison, et on invitait les soldats à attaquer les ouvriers, qui, soi-disant, laissaient l'armée sans armes ; enfin on parlait de *l'existence en soi des soviets* comme d'un frein à l'activité du gouvernement provisoire. Dans cet assaut contre les soviets et contre les ouvriers marchaient, dans les rangs serrés et épaulement contre épaulement, la « Reitch », organe central des impérialistes, et la « Rousskaïa Volia », le journal de Protópopoff et des banquiers, les « consciencieusement » professorales « Rousskie Viédomosti » et la « Novoé Vrémia », journal des sbires vulgaires, le « Matin » de Moscou, le « Rousskoé Slovo » jaune, et la misérable « Birchievka ». C'est surtout la journée de huit heures qui faisait enrager ces avocats du bien-être du peuple. Non seulement les journaux, mais presque toutes les « forces vivantes du travail » bourgeoises — jeunes et vieilles filles,

les étudiants, même les lycéens — étaient mobilisés, pour conseiller les ouvriers, pour leur expliquer la nécessité qu'il y a de travailler plus de 24 heures par jour pour les « besoins de la défense nationale », mais surtout pour exciter les soldats contre les ouvriers et, de cette manière, affaiblir le mouvement et le désorganiser intérieurement.

Les soviets regardaient tout cela et luttèrent contre une telle attaque *avec des mots*. De plus, ils n'avaient que rarement de la décision. Comment peut-on toucher à la « liberté » de la « Rietch », lorsque son directeur est le membre du gouvernement fondé sur la confiance de la démocratie ? Ce serait un crime contre le « ministre révolutionnaire » ! Mais si le journal « Rietch » est en rapport avec le ministre, cela signifie que le ministre est en rapport avec le journal « Rietch ». Les soviets ne voyaient point cela. Au lieu de mettre en évidence la nature de classe du pouvoir gouvernemental, ils considéraient le gouvernement provisoire impérialiste tout à fait comme une somme arithmétique de personnes châtrées quant à leurs tendances de classe. Leur aveuglement d'esprit, leur naïveté vraiment touchante allèrent si loin qu'ils prenaient les idéologues les plus sordides de l'impérialisme pour les apôtres de la paix démocratique.

Mais Paul Nicolaévitch Milioukoff leur versa de l'eau froide dans le dos. Ce ministre des affaires étrangères publia, à la date du 20 avril, sa « déclaration » à propos de la note du 27 mars. M. Milioukoff avait eu l'impudence de la dater du 18 avril, le jour où une action, réunissant, comme jamais elle ne l'avait fait, une masse innombrable de soldats et d'ouvriers, lança dans toute la Russie les mots d'ordre de la fête internationale. La « déclaration » n'était plus destinée aux « citoyens de la Russie libre », mais aux gouvernements alliés. Ici, il fallait un autre langage et d'autres formules. Et M. Milioukoff se mit à parler non seulement d'une « victoire définitive sur l'ennemi », mais aussi des « sanctions et des garanties d'une paix durable », ce qui, dans le jargon diplomatique, signifie les mêmes

annexions et contributions contre lesquelles la note du gouvernement du 27 mars devait soi-disant protester. Plus tard, au Congrès de son parti, M. Milioukoff déclara avec la véritable noblesse d'un diplomate capable, qu'il avait trompé les citoyens russes *ex officio*, par devoir professionnel.

À la note de Milioukoff, les ouvriers et les soldats répondirent par une action de grand style. *Des manifestations de protestation contre le gouvernement provisoire*, et surtout contre Milioukoff, eurent lieu les 20 et 21 avril, à Pétrograd, à Moscou et dans toute une série d'autres villes. La piteuse provocation des Cadets, qui cherchaient à créer le désordre, avait subi le fiasco complet. On communiquait aux « *Ivestia* » du soviet de Pétrograd : « *Des personnes armées et avec des mitrailleuses se trouvaient sur un camion automobile d'où on distribuait les proclamations des Cadets. Sur un autre camion automobile chargé de proclamations et d'affiches des Cadets il y avait des soldats qui tenaient en mains des fleurs très chères...* Les ouvriers, quoique non armés, ont été attaqués par les nationalistes ». Mais, quoique les partisans de Milioukoff aient fait tout pour désorganiser les manifestations dirigées contre lui, ils ont échoué. Les coups de feu tirés par des provocateurs ont fait quelques victimes, mais n'ont pas fait reculer les rangs serrés du peuple qui, poussé par la force élémentaire, descendait dans la rue.

Sous la pression des démonstrations armées organisées par les ouvriers et les soldats, le gouvernement provisoire publia une « déclaration » relative à la « déclaration » du ministre Milioukoff où l'on exposa que la « victoire définitive » est la « solution des devoirs » publiés dans la note du 27 mars. Les « sanctions » et les « garanties » impérialistes se transformèrent cependant en un soupir innocemment pieux qui exhalait le désir de désarmement et d'un tribunal international d'arbitrage. Le soviet se déclara satisfait de cette déclaration et cria paix aux ouvriers et aux soldats, après leur avoir donné ce qui leur appartient : « Le

gouvernement provisoire, écrivait les « *Isvestia* », dans leur numéro du 22 avril, a réduit à néant, par ses déclarations, toutes les équivoques désastreuses de la note du 18 avril, et a ainsi enlevé de l'ordre du jour... le mot d'ordre ; « A bas le gouvernement provisoire » !... ».

Mais Messieurs les Ministres étaient quand même décidés, en réalité, à ne pas céder. Le jour des manifestations, le 20 avril, Goutchkoff déclara à Kieff que la Constituante ne serait pas convoquée avant la fin de la guerre. Aussitôt après la publication de la déclaration du gouvernement provisoire, le 22 avril, M. Milioukoff déclara au correspondant du « *Manchester Guardian* » que la Russie « doit obtenir la domination sur le Bosphore et les Dardanelles » et qu'elle exigera le partage de l'Autriche. Le lendemain, le 23 avril, un autre guerrier de sang russe, M. Goutchokoff, faisait un discours enflammé à Jassy, où il s'exprimait contre l'achèvement de la guerre « sans qu'il y ait des vainqueurs et des vaincus » et pour la « destruction complète de l'Autriche et de l'Allemagne ». En un mot, les loups qui se couvraient d'une peau d'agneau devant les « libres citoyens russes » montraient leurs dents de fauve, aussitôt qu'ils commençaient à parler affaires avec les Alliés. Au fond, ils méprisaient eux-mêmes les « documents » qu'ils avaient publiés et auxquels les soviets, grâce à leur naïveté sentimentale donnaient une telle valeur. Les soviets croyaient que la bourgeoisie avait capitulé devant eux ; en réalité, ce sont eux qui ont capitulé devant la bourgeoisie. Cette capitulation s'est traduite dans l'appel historique « à l'armée ».

Le désir de la paix se manifestait dans l'armée par une extension inouïe de la fraternisation sur le front. La fraternisation était une tache lumineuse et pure dans le sang et la vulgarité où étouffait l'humanité abrutie. Elle a réellement arrêté les opérations de guerre sur un front. Il y avait des symptômes d'extension de la fraternisation sur les autres fronts. La guerre, ce monstre abominable, était menacée de succomber sous les efforts de la masse seule qui s'était fatiguée d'exercer la violence sous les coups de

cravache. Il semblait que les masses seules allaient faire la paix, par-dessus les têtes de leurs gouvernements.

On peut imaginer quelle rage était provoquée chez les cannibales bourgeois par l'établissement de relations humaines entre les « ennemis ». La bourgeoisie sonna le tocsin. Elle commença par effrayer le petit-bourgeois par un fleuve de mensonges. A leur choc s'était joint l'accompagnement des Alliés qui exigeaient que l'on mît fin « au scandale » et qui insistaient pour que l'on commencât l'offensive, en menaçant le gouvernement provisoire de lui retirer tout appui financier. *Il était indispensable d'empêcher, à tout prix la fraternisation et la révolution internationale qui menaçait d'anéantir l'impérialisme.*

Tels étaient les plans de la bourgeoisie qui, de toute évidence, envoyait le bien des autres. Et les soviets appuyaient ces plans. Dans l'appel « à l'armée », ils avaient, non seulement sévèrement condamné la fraternisation comme un piège possible du G. Q. G. allemand, mais encore ils ont montré la nécessité d'une offensive. C'était tout ce dont la bourgeoisie avait besoin à ce moment. L'appel, lancé en même temps que le précédent « Aux socialistes du monde entier » avait fait une déplorable impression, car on ne peut pas inviter à la révolte contre le Capital, si l'on soutient chez soi les impérialistes les plus endurcis.

L'appel « à l'armée » était un pas décisif à droite. L'orientation vers la droite se faisait d'une allure toujours plus rapide. *La petite bourgeoisie et le socialisme petit-bourgeois abandonnèrent leur position la plus importante, l'abandonnèrent sans gloire, sans lutte. Cette circonstance devait avoir les suites les plus importantes.*

BOUKHARINE.

L'Art et la Révolution

Bien que parus de 1910 à 1914, dans la revue *l'Effort Libre*, que l'auteur lui-même dirigeait, ces essais sur notre culture et notre art ont gardé leur sens plein et leur urgence. La critique pénétrait trop loin dans la structure de l'économie sociale et trop près des sources de nos croyances pour que ce bouleversement de cinq ans ait pu en ébranler les conclusions. Mieux : la guerre les a confirmées. La guerre n'a rien renouvelé. Inhérente au désordre capitaliste et international, elle n'a été qu'une crise de ce désordre. Elle a accentué la décomposition. Mais en même temps que, d'une part, les éléments infectés prenaient corps en apparence comme une tumeur qui mûrit, d'autre part, les parties saines se dégageaient. Ainsi, l'évolution plus rapide du monde tendait à supprimer les régions équivoques et intermédiaires, pour ne plus laisser face à face que deux classes, deux civilisations.

Or, l'auteur écrivait déjà en 1911 : « Nous traversons un hiatus du bonheur humain. Notre équilibre économique et moral, (le premier déterminant le second), est rompu. Comme une ombre dans la nuit, la société tâtonne et cherche à se ressaisir. Une société s'effondre ; une autre se lève ; l'art ne peut s'accroupir dans les bas-fonds du marais. Il faut qu'il soit de la montagne ou de l'émigration. »

Et, délibérément, le jeune écrivain avait pris alors le parti de la montagne ; il s'était placé au sein du travail révolutionnaire et de l'ordre nouveau comme au sein des seules disciplines capables de sauver la civilisation, et par suite, l'art. Le geste était prophétique. L'hiatus est devenu

(1) *Carnaval est mort*. Premiers essais pour mieux comprendre mon temps, par Jean-Richard Bloch.

abîme. Des millions de cadavres y ont roulé. Aucun compromis n'est plus aujourd'hui possible. Déjà de nombreux écrivains, sincères ou dilettantes, ont été brutalement rejetés vers l'un des deux mondes qui se font face.

..

La pensée de l'auteur ne se développe pas en une suite de chapitres théoriques et magistraux. Elle poursuit son chemin à travers le monde moderne, en relevant et examinant des échantillons d'idées ou d'hommes représentatifs. Sondages menés avec la bonne humeur de l'apôtre, et cette sévérité limpide d'une intelligence, qui a su briser d'abord autour d'elle les mensonges officiels et les hypocrisies officielles. Mais, qu'il s'agisse du théâtre du peuple, de l'utilité en art, de l'irrédundance française, de l'héroïsme ouvrier, des fêtes politiques, de Jules Romains, de Duhamel, d'Hervey, de P. Fort, de la morale démocratique et cartésienne, tous ces objets sont fouillés par la projection lumineuse et puissante d'une même doctrine qui fait l'unité de l'œuvre : cette doctrine nous intéresse particulièrement.

..

Si l'art ne doit pas se réduire à quelques personnalités, s'il ne se résume pas dans la joliesse d'un bibelot ou l'imprévu d'une contorsion, s'il est autre chose qu'une distraction digestive ou un amas de métaphores à paillettes, qui, en même temps que l'éclat lancent un son, tout esprit libre et non prévenu reconnaîtra que l'art moderne se corrompt. L'art est toujours une floraison de la classe dominante d'un pays : il vaut ce que vaut cette classe. Quand elle décline, quand ses puissances créatrices sont arrivées à terme dans toutes leurs directions, elle ne peut que se décomposer enfin ; l'art suit la même destinée. Définir l'un, c'est définir l'autre : « Pas d'autre exigence que celle de la drôlerie, de l'à-propos, du scandale et de l'actualité. J'allais oublier la

nouveauté. Devant un public blasé, sans idéal, ni foi, les inventions des artistes défilent, comme sont exhibées les femmes dans les salons d'un mauvais lieu ; plusieurs générations de créateurs se sont épuisées à distraire ce caprice languissant, que rien ne détermine hors un sursaut de la mode, qui fuit l'idée forte, le sentiment profond, la parole nue ; qui n'a qu'une haine, celle de l'héroïsme et de la grandeur. »

Ne nous laissons pas éblouir par le jeu brillant et les prétentions de certaines écoles. Leur vie tumultueuse nous arrête en vain ; elle est due pour une bonne part à un résidu d'ambition scolaire, à l'exaspération de la vanité, au vieil anarchisme bourgeois. Si elles se disputent avec bruit sur des techniques, elles s'entendent tacitement sur la substance de l'œuvre. Elles luttent à l'intérieur d'un monde moralement condamné. L'art dramatique s'est distingué en s'installant au cœur même de l'infection. Là plus qu'ailleurs, le fabricant de comédies ressemble au fabricant de camelote. On flatte une clientèle. On fait bas et facile. Comment un public jouisseur et corrompu s'élèverait-il ? Pour lui éviter toute peine, on descend toujours ; on s'arrête au sexe et à ses alentours, à cet éternel yagdana des décadences.

Il faut rompre avec cet art. J.-R. Bloch rappelle la parole de Marcel Schwob : « Détruis. Détruis. Détruis. Détruis en toi-même ; détruis autour de toi. Fais de la place pour ton âme et pour les autres âmes. Les choses mortes sont des miroirs qui déforment. Détruis ; car toute création vient de la destruction. Et pour imaginer un nouvel art, il faut briser l'art ancien. Et ainsi l'art nouveau semble une sorte d'iconoclastie. » Des artistes sincères et d'honnêtes critiques ont compris cette nécessité de briser les idoles ; mais il furent le jouet d'une illusion en essayant de renouveler l'art d'abord et uniquement par la forme. Nul ne songe à nier le rôle de la forme dans la réalisation de l'œuvre ; mais les artistes, qui sont des techniciens, oublient volontiers qu'elle n'est après tout qu'un moyen, un truchement. Ni cause, ni fin. Il est, en outre, démontré qu'à l'ori-

gine de toutes les grandes écoles d'art, on trouve un déplacement de forces morales et intellectuelles, lui-même dû très souvent à des transformations économiques. Donc, la forme est une conséquence du fond ; elle sera l'efflorescence nouvelle d'une nouvelle sève de l'esprit. Pour briser l'art périmé, il faut donc briser le monde dont il est une floraison, ou, tout au moins et pour l'instant, rompre avec lui. Nous sommes là au cœur du problème.

Une objection se présente. L'auteur la dégage avec force et la combat de même. Pousser notre monde spirituel à la scission n'est-ce pas aller contre l'intérêt même de l'art ? En effet, si « nous examinons les conditions de milieu où sont écloses les grandes œuvres d'art d'un peuple, nous constatons qu'elles sont toujours nées en des périodes d'unité morale. Unité de croyances religieuses, unité de mythes sociaux ou nationaux, comme dans la Grèce homérique, l'Athènes du v^e siècle, le xiii^e siècle français, le xv^e siècle italien, l'Angleterre de la Renaissance, la France de Louis XIV. Unité constituée par tout un peuple confondu dans les mêmes aspirations sentimentales, ou bien unité d'une classe dominante qui établit sa tranquillité politique et son luxe sur l'asservissement économique des autres classes. »

Ce dernier cas est précisément le nôtre ; ou, plus justement, était le nôtre. Car, s'il est vrai que la classe ouvrière est encore asservie économiquement, qui donc oserait affirmer que la bourgeoisie dominante a fait accepter tranquillement ce servage, et réalisé une unité quelconque, soit dans la nation, soit au sein des élites intellectuelles, soit dans son propre sein ? Quand un esprit libre a pu se convaincre, au contraire, que la lutte de classe n'est même pas une théorie, mais un fait, un fait essentiel, on ne peut que féliciter J.-R. Bloch d'avoir placé sa critique et sa philosophie de l'art sur des bases solides et réelles, parce que sociales. S'il est vrai, de plus, que la classe bourgeoise se fractionne en groupements politiques hostiles les uns aux autres, si elle couvre d'un ordre apparent les luttes force-

nées de l'égoïsme individuel ou trusté, si ce désarroi moral l'empêche de donner à la culture une direction précise, quels hommes nouveaux se lèveront pour refaire l'unité de la société sinon les hommes de la nouvelle église militante et souffrante qu'est le Prolétariat ? Lui seul, aujourd'hui, porte le *Labarum*, et reconstruit universellement le monde sur des fondations à la fois économiques et morales. « Quels que soient les troubles momentanés qui l'accompagneront, dit l'auteur, les plus aveugles ne peuvent plus refuser leur attention à la richesse cohésive de ce mouvement ; il restitue devant nos yeux la puissance des corporations du moyen âge avec leur esprit de foi, leur communauté spirituelle et leur enthousiasme idéaliste. Il répond à toutes les angoisses que faisaient naître les défaillances de notre civilisation ; il prend dès maintenant figure de Renaissance ».

**

Faudrait-il donc recommencer l'Art social, la descente au peuple et les Universités Populaires. Avec l'auteur, nous estimons que ce mouvement est condamnable et condamné. Fini ce bazar d'idées et de principes qui a grandi avec l'affaire Dreyfus et ne lui a pas survécu. Finie, cette œuvre même que consentait l'art bourgeois et qui nous a gratifiés d'œuvres manquées dans le drame, le roman et la poésie.

L'art social n'était qu'une construction idéologique, sans réalité sensible, sans corps : un mensonge. Il n'était que l'expression d'une certaine démocratie, elle-même sans réalité économique, sans corps : un mensonge.

L'artiste garde ses techniques propres ; il reste roi dans son domaine. Mais il plonge tout entier, sang et nerf, dans ce nouveau monde, homme parmi des hommes ; il doit partager à ce point les destinées communes qu'il n'ait plus à propager des idées, un système, mais qu'en exprimant ses propres espoirs, ses passions, ses paradis, il exprime ceux-là mêmes de sa nouvelle matrice.

Art de partisan ? Oeillère de politicien ? Non pas ; et

jamais. Puissance et inspiration de croyant ? Certes oui ; et pourquoi non ? Certains écrivains modernes, parmi les plus estimables, ne sont-ils pas eux aussi d'une foi ? Faut-il citer Claudel, Peguy, Barrès, Bourget, France, Renard, Wells, Shaw, Lemaitre ?

D'ailleurs, sur cette question, J.-R. Bloch a pris soin de préciser sa pensée en termes excellents : « L'activité intellectuelle de l'artiste ne m'est nécessaire que parce qu'elle me garantit un éveil semblable de la même activité en moi. Qu'importe que je ne sois pas doukhorob avec Tolstoï, royaliste avec Balzac, impérialiste avec Kipling ou anarchiste avec Whitman. Le fait seul qu'à la base de leur imagination, et pour lui imprimer une direction efficace, il y ait eu chez Tolstoï une reconstruction évangélique du monde, chez Kipling un système aristocratique et militaire, chez Whitman une amitié humaine volontairement dépouillée de préférence, ce fait seul suffit à ébranler en moi une chaîne de conséquences, et à appeler à la vie, les bas-fonds les plus stagnants de ma sensibilité ».

**

Or, en fait, le monde nouveau est le monde réprouvé. Les hommes de culture, pour une bonne part, l'ignorent : l'ignorance mène à la haine. Combien de ces esprits, qu'on croirait indépendants, sont prévenus ? Ce qu'on appelle une conviction est vraiment le résultat d'un long et souterrain travail, et sans doute le mouvement de l'esprit le moins contrôlé. Les religions et les démocraties s'y connaissent.

On entend parler d'une renaissance de la tragédie, du tragique quotidien. On en cherche les sources, et l'on voit d'aimables artistes s'efforcer de recueillir comme des érudits ponctuels, les fragments d'une vieille poterie classique. Peine perdue. Ce qui fait l'artiste classique, ce n'est pas le retour à des imaginations et des procédés archaïques ; seul, le présent nourrit. Mais les grands spectacles qui subliment l'âme d'un peuple ne peuvent pas naître aujourd'hui sous le ciel de cette Alexandrie bourgeoise, où les fins

d'empire et de religions mijotent dans le giron de Vénus-Isis ou sous les pattes du Veau d'or.

« Vous vous extasiez devant le héros shakespearien ; vous vous pâmez devant l'image littéraire d'un surhomme nietzschéen ; vous parlez d'héroïsme cornélien — mais vous ne voyez pas que tout cela est dans le peuple que vous coudoyez sans le comprendre. Là est le héros jeune, violent, fort et paisible que vous vous efforcez de construire à coups de littératures comparées. Si vous aviez consenti à sortir des cénacles intellectuels, vous auriez assisté à ce prodigieux sacrifice quotidien qu'est le miracle de la Révolution. Il n'est pas de secrétaire de Bourse du travail ou de Syndicat qui ne soit réduit à fonder sa vie sur un risque perpétuel. Chaque grève suscite des dévouements par milliers. La vie de ces dix mille syndicats et de ces dix mille coopératives est un jet, un don de soi perpétuel, un effort de rupture contre les défaillances de la peur atavique, une emprise pleine d'audace sur l'avenir, un crédit admirable accordé à la bonté, au désintéressement ». C'est bien là une nouvelle source d'idéalisme quotidienne, et passionnée, et douloureuse. C'est bien là que se trouvent réunis les éléments d'une renaissance dramatique.

Si, maintenant, nous jetons les yeux sur la classe ouvrière, quel spectacle nous offre-t-elle ? Par une contradiction inévitable, la classe qui porte le nouveau mythe de la Résurrection s'abreuve aux sources d'art les plus frelatées et les plus corrompues. Il faut avoir le courage de reconnaître que — sauf dans les conceptions politiques, et encore pour une minorité — cette classe est encore dominée par les disciplines et l'idéologie bourgeoises. Domination habile et lointaine, qui ne s'impose pas seulement par la presse, mais par les mille et une manifestations de l'art que sont les revues innocentes, les romans, les feuilletons, la chanson, le théâtre, le cinéma, les fêtes.

Ah ! les fêtes ? C'est le lieu de collaboration du militant et de l'artiste, et J.-R. Bloch en a senti toute l'importance. Il leur a consacré deux remarquables articles dont l'un a donné son titre au livre. J'en résumerai l'essentiel dans les termes mêmes de l'auteur. Il voudra bien m'excuser.

Une fête est une exaltation de la vie quotidienne jusqu'à son renversement, une crise de sensualité, de poésie et d'héroïsme. Elle représente une manière de sommet de l'activité publique qui permet à un peuple de prendre conscience de sa direction. Elle résume sa civilisation et symbolise les dominantes de sa pensée.

Or, les fêtes meurent avec les civilisations qu'elles symbolisent. Carnaval est mort. Mais avant Carnaval, Carême avait disparu. Si les fêtes catholiques ne sont plus populaires, c'est qu'elles étaient d'abord une réaction contre les pénitences morales et physiques, une parenthèse ouverte entre deux ères de restrictions ; or l'homme cesse de croire à ces pénitences. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus de croyants ; mais socialement parlant, l'homme catholique disparaît. La collectivité occidentale échappe à la règle des mœurs de l'Eglise.

La démocratie a tenté de combler le vide. Or, ses fêtes politiques sont tristes parce qu'elles n'ont aucun caractère individuel : elles sont, par définition, des actions centralisées et bureaucratiques où l'homme reste auditeur, reste spectateur. Elles sont tristes encore, parce qu'elles sont hiérarchisées ; elles manquent de liberté et de fantaisie. En somme, elles creusent l'isolement où, faute d'une grande foi commune, l'homme moderne s'enfonce.

Pourtant, reconnaissons que la démocratie a su créer tout un appareil qui garde sur les âmes une influence autoritaire et brutale. Songez à ce que sont devenues les revues et les retraites pour le peuple, depuis qu'il ne fête plus la Pentecôte, ni l'Ascension. Laïques et esprits forts n'ont pas scrupule à saluer le drapeau. Qui d'entre nous n'a pas tressailli en entendant le son du clairon, les roulements de tambour ? Dès que la Révolution de 89 eut pris conscience

de sa fonction, qui était de substituer la patrie bourgeoise à la royauté chrétienne, elle trouva du même coup les deux principes qui caractérisent cette patrie et s'y complètent l'un l'autre : l'armée nationale et le droit à la propriété.

Or, l'autre révolution, celle dont on parle, la prochaine, n'a pour soi ni tambour ni clairon. Ses manifestations hésitent entre la forme du défilé militaire et celle de la procession ; ses chants sont à mi-chemin entre le psaume et le pas redoublé ; ses harangues vacillent de l'homélie à la proclamation. Certes, il faut laisser l'orgue dans l'église et le clairon dans l'armée. Mais tant qu'un mouvement n'a pas su créer son appareil social, il est encore dans l'enfance.

..

Lisez ce livre riche d'idées et de perspectives. L'auteur a déjà donné les preuves d'un talent puissant et original : *l'Inquiète*, jouée à l'Odéon en 1911 ; *Lévy*, un recueil de contes, et un remarquable roman : *Et C^o...* L'œuvre actuelle continue le cycle. Vous tourniez sur place au carrefour des idées, des doctrines, des civilisations. L'auteur vous aborde, vous presse. Le débat s'échauffe. La route est là. Il faut se décider : la vérité est instante comme la vie. Et toute votre vie est mise en jeu. Ce livre de critique est un livre de direction dans le sens le plus élevé et le plus beau.

Tel artiste jeune ou déjà formé, mais anxieux s'y convaincra que le mal commence plus tôt qu'on ne le suppose ; « il commence avec l'acceptation elle-même de la structure sociale ». Le militant s'y pénétrera de cette idée que les grandes convictions politiques commencent avant les raisonnements et les raisons politiques, que l'esprit de la classe ouvrière n'est pas sauf si son âme sensible et ses instincts restent prisonniers d'un art tout baigné de morale et d'idéologie bourgeoise, que l'art, en effet, est le lien palpable qui « joint l'instinct à la pensée et suggère les hypothèses avec lesquelles, un siècle plus tard, on fera la matière des mœurs, des lois et de la science ».

Il importe, pour la civilisation nouvelle que ses protagonistes ne demeurent pas des professionnels, des techniciens. Il en est dans l'apostolat comme dans l'art.

Tout effort individuel reste en partie condamné, qui perd contact avec l'âme humaine : elle s'affirme une et indivisible. Mais les sociétés aussi ont une âme : les grandes croyances que nous appelons des mythes sont justement la preuve et le lieu de cette unité spirituelle. Tout effort collectif est en partie condamné qui perd contact avec le mythe. Flaubert disait : « Les Dieux n'étant plus et le Christ n'étant pas encore, il y eut de Cicéron à Marc-Aurèle un moment unique où l'homme seul a été. Je ne trouve nulle part cette grandeur. »

Cette grandeur, Flaubert aurait été assez noble pour la découvrir et la proclamer s'il avait fait l'expérience de ces années. En vérité, nous aussi, vivons entre deux mythes. Nous aussi sommes seuls : le Christ est mort et l'Homme n'a pas surgi. Mais le mythe qui doit le créer soulève le monde. Écoutons et méditons l'appel ardent de Jean-Richard Bloch qui nous convie au nouveau banquet spirituel.

P. JEAN-MONIQUE.

Le Congrès de Bakou

Camarades, j'ai pour mission de vous exposer le point de vue de l'Internationale Communiste sur les buts et les problèmes du Congrès des Peuples d'Orient.

L'idée de ce Congrès fut conçue au moment où se préparait le II^e Congrès de l'Internationale Communiste, et où une partie de ses délégués étaient déjà arrivés à Moscou. Avec le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, au nom de plusieurs pays, ils se sont adressés à vous, Peuples d'Orient, en vous proposant de préparer à Bakou, le Congrès, auquel nous avons tous le bonheur d'assister.

Au II^e Congrès de l'Internationale Communiste ont assisté les représentants ouvriers et paysans communistes de 37 pays d'Europe et d'Amérique. A ce Congrès de Moscou ont assisté aussi quelques représentants de l'Orient, à titre individuel. Mais aujourd'hui nous avons réussi à réunir une représentation plus complète des masses ouvrières de l'Orient, et nous espérons que le Congrès de Bakou entrera dans l'histoire de la lutte émancipatrice comme le complément, comme l'autre moitié du travail accompli au Congrès qui vient de se terminer à Moscou.

Nous éprouvons un grand sentiment d'orgueil de ce que l'Internationale Communiste ait réussi aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire humaine, à réunir sous un même toit des représentants de plus de deux douzaines de peuples d'Orient, qui, jusqu'à maintenant ont vécu en partie dans une animosité réciproque, en partie dans une ignorance mutuelle et qui, en tout cas, jusqu'ici, n'ont jamais eu la possibilité de se réunir et de discuter ensemble les problèmes brûlants qui se dressent devant eux.

Nous considérons ce Congrès comme un événement de

la plus haute importance historique. Il nous montre clairement qu'aujourd'hui ce n'est plus seulement l'avant-garde des ouvriers et des paysans d'Europe et d'Amérique qui se sont réveillés mais, qu'enfin le jour est venu où se lèvent des milliers et des millions de travailleurs d'Orient, formant la majorité de toute la population de la terre et par conséquent seuls capables de résoudre définitivement la querelle entre le travail et le capital.

Camarades, comme vous savez déjà, ce Congrès est convoqué, par l'Internationale Communiste, qui est une organisation de Parti ; en même temps nous avons ici des centaines de délégués n'appartenant pas au Parti Communiste, qui se considèrent comme n'appartenant à aucun parti et même des groupes affiliés à d'autres partis.

Au premier abord, cela peut paraître paradoxal. Comment se fait-il en effet, qu'une organisation de parti, convoque un Congrès qui ne soit pas un Congrès de parti, et qui peut-être dans sa plus grande majorité est formé par des gens n'appartenant à aucun parti.

Mais ce n'est qu'une contradiction apparente. En réalité, ce Congrès répond tout à fait aux efforts, aux désirs et à l'idéal politique de l'Internationale Communiste. Elle a réuni les Peuples d'Orient, pour demander aux différents représentants s'ils appartaient ou non à l'Internationale Communiste. Nous ne vous avons pas demandé : « A quel parti appartiens-tu ? » La question que nous avons posée à chacun est la suivante : « Es-tu un travailleur ? appartiens-tu à la masse ouvrière ou non ? Veux-tu mettre fin aux luttes intestines ? Veux-tu organiser la lutte contre tes oppresseurs ? » — Cela suffit. C'est tout ce qu'il faut, on ne te demande aucun passeport de parti. Nous allons nous réunir pour discuter les questions qui se posent en ce moment à tout l'univers.

Camarades, la querelle entre la II^e Internationale, qui vient de périr, et la III^e, qui grandit de jour en jour, n'est pas une question à laquelle doivent s'intéresser seulement les gens appartenant déjà à une organisation déterminée.

Non ; c'est la lutte entre le travail et le capital, — la lutte qui intéresse chaque travailleur. En Russie où il y a aussi une masse de paysans illettrés, ignorants, à demi hébétés, qui viennent seulement de se réveiller à la vie politique — dans cette même Russie on ne trouvera plus de village et, certainement pas de district où les paysans ignorent l'existence de la III^e Internationale et sa lutte pour libérer les travailleurs du joug des capitalistes. Et nous sommes absolument sûrs, que le temps est proche où on ne trouvera plus en Orient de département, de ville, de village important où les paysans conscients ignoreront l'existence de la III^e Internationale et la lutte qu'elle livre pour la libération des peuples d'Orient. Camarades, la vie a dressé maintenant dans toute son ampleur la question de la libération du Travail et la vie oblige chaque paysan à se rendre clairement compte de cette question.

Je puis vous donner un exemple frappant. Vous voulez savoir, ce que c'est que la II^e Internationale ? — Jetez un coup d'œil sur la Géorgie, que vous connaissez tous suffisamment. C'est la personnification même de la II^e Internationale. En Géorgie, c'est le gouvernement des mencheviks, faisant partie de la II^e Internationale, qui est au pouvoir. Les chefs de la Géorgie de nos jours sont tous des membres importants de la II^e Internationale. Et chaque paysan de la Géorgie a appris à ses dépens ce que cela veut dire quand le parti affilié à la II^e Internationale est au pouvoir. Cela veut dire que les paysans ne reçoivent pas la terre. Cela veut dire que la liberté de la presse existe seulement pour la bourgeoisie et nullement pour les ouvriers et paysans. Cela signifie qu'on arrête les meilleurs représentants des masses ouvrières. Cela signifie qu'au pouvoir se trouve une bande de gens qui, comme des chiens de garde veillent sur les intérêts des riches. Cela veut dire que la Géorgie est gouvernée par des gens, qui, à chaque moment, sont prêts à sacrifier le sang et la sueur du prolétariat aux capitalistes anglais. (*Applaudissements.*) Cela signifie que la Géorgie est gouvernée par des gens qui, à

chaque moment, sont capables de se mettre à plat ventre devant un général anglais, français ou italien, s'il leur semble que ce général représente une force. Cela veut dire que le pouvoir appartient aux gens qui sont prêts, à chaque moment donné, à faire des courbettes devant le général tzariste Denikine, du moment où il leur paraît très fort et où il leur semble que le Pouvoir des Soviets est en train de périr en Russie. En Allemagne, le représentant le plus en vue de la II^e Internationale est Noske, ce bourreau qui a fusillé des milliers d'ouvriers allemands.

En Géorgie, les représentants les plus importants de la II^e Internationale sont Noë Jeordania et ses collègues — des bourreaux du peuple tout prêts à écorcher tout vifs les paysans.

Il va sans dire, qu'aux paysans géorgiens, la politique de Jeordania fut toujours présentée sous le nom d'indépendance de la Géorgie et de défense des intérêts nationaux du pays. Mais, camarades, quel profit le paysan géorgien tire-t-il de ce que M. Gueguetchkori et C^{ie} chantent l'hymne de l'indépendance de la Géorgie, lorsque la terre reste comme auparavant aux mains de ses anciens propriétaires, lorsque le vieux joug persiste comme auparavant, et que le premier général anglais venu peut mettre sa botte sur la gorge de l'ouvrier et du paysan ?

Voilà, camarades, ce que signifie la querelle entre la II^e et la III^e Internationale. Ce n'est pas une querelle d'érudits et de savants, c'est une question de vie et de mort pour les ouvriers et les paysans.

La II^e Internationale, même dans les meilleures années de son existence, pensait que l'Europe « civilisée » pouvait et devait « protéger » l'Asie « barbare ».

Déjà, en l'année 1907, au Congrès International de Stuttgart, la majorité des social-démocrates officiels (mencheviks) se prononçait pour la nécessité d'une politique coloniale, soi-disant de « progrès ». En paroles, les social-démocrates promettaient une politique coloniale humaine, douce et civilisée. Mais, en réalité, on avait en vue de sou-

tenir les capitalistes dans leur politique coloniale de brigands, dans cette même politique qui gratifiait les colonies de syphilis, d'opium et d'officiers débauchés, dans cette même politique qui transformait les colonies en écuries de la bourgeoisie qui les pillait sans pitié de gauche et de droite.

Et quand la guerre de 1914 fut arrivée, cette II^e Internationale, toute pourrie, qui déjà, en 1907, faisait comprendre qu'il fallait aider la bourgeoisie blanche à opprimer les races noires et jaunes, cette Internationale s'était vendue tout naturellement à la bourgeoisie ; mais aussi, après cela, elle s'écroula comme un château de cartes.

L'Internationale communiste, dès la première journée de son existence, a dit : En Asie habitent quatre fois plus de gens qu'en Europe, en Asie vivent 800 millions de gens, nous voulons libérer tous les peuples, tous les travailleurs, indépendamment de la couleur de leur peau, qu'elle soit blanche, noire ou jaune.

Nous voulons faire disparaître toute exploitation de l'homme par l'homme. Nous ne comptons pas pour socialiste l'homme qui ne comprend pas cette vérité. Nous luttons contre tous ceux qui aident la bourgeoisie ou se tiennent à l'écart lorsqu'il s'agit d'aider les peuples opprimés. Notre but est d'organiser tous les travailleurs, les nègres y compris, tous les gens qui peinent, tous les gens qui souffrent pour la lutte contre les capitalistes — oppresseurs du monde.

Voilà pourquoi, en terminant les travaux du 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, nous avons fait un serment — nous avons publié notre manifeste au nom des communistes de 37 pays.

Dans ce manifeste adressé aux ouvriers et paysans du monde, nous avons écrit les paroles suivantes : « Le socialiste qui, directement ou indirectement, soutient la position privilégiée d'une nation au détriment des autres ; qui accepte l'esclavage colonial ; qui fait une distinction criminelle entre les gens de races différentes et de couleurs

différentes ; qui, au lieu d'aider l'insurrection armée des colonies, aide la bourgeoisie de la métropole, à conserver sa domination, comme par exemple un socialiste de Grande-Bretagne qui n'aiderait pas de toutes ses forces l'insurrection en Irlande, en Egypte et aux Indes contre la ploutocratie de Londres, — un pareil socialiste mérite plutôt une balle ou au moins un blâme que la confiance et le mandat du prolétariat ».

Voilà notre déclaration, voilà le serment solennel que nous avons prêté aux ouvriers d'Europe et d'Amérique, et que nous répétons solennellement à Bakou, devant les représentants des masses ouvrières de tout l'Orient assemblées ici.

Nous luttons à mort avec les gens qui oublient — ne fût-ce que pour un instant — leur devoir envers les nations opprimées, envers les masses ouvrières des paysans que le capital exploite et dévalise.

Camarades, je vous ai dit que l'Internationale Communiste désire l'union fraternelle avec tous les peuples d'Orient, avec toutes les masses opprimées. Je pense, camarades, que, vous aussi, vous cherchez cette union, que vous ne pouvez que la désirer. Le prolétariat d'Europe voit maintenant à chaque pas que la marche de l'histoire a lié les travailleurs de l'Orient avec ceux de l'Occident. Ensemble ils peuvent vaincre ou périr. A chaque pas, les ouvriers d'Allemagne et des autres pays voient la bourgeoisie, chaque fois qu'elle se trouve en difficultés, mettre en mouvement les troupes de couleur contre les ouvriers d'Europe. La bourgeoisie s'est servie des noirs en Allemagne et dans d'autres pays.

En ce moment, la bourgeoisie italienne menace ses ouvriers qu'en cas d'insurrection, le capital italien enverra contre eux ses troupes de couleur. Les ouvriers d'Europe apprennent maintenant à leurs dépens ce qu'ils ne comprenaient pas quand ils appartenaient à la II^e Internationale.

L'ouvrier est en train d'apprendre qu'il lui faut, coûte que coûte, faire une union étroite avec les masses ouvrières

de l'Orient, avec les travailleurs du monde entier. Mais, il faut aussi que cette vérité soit maintenant comprise par les masses de l'Orient. Votre premier devoir, à votre retour, sera d'expliquer à chaque paysan, à chaque paysanne, à chacun qui vous écoutera, que maintenant nous ne pouvons plus faire un pas les uns sans les autres, que les forces prolétariennes d'Occident doivent s'unir aux masses travailleuses d'Orient du monde entier, pour battre ensemble et vaincre, enfin, cet ennemi terrible et qui est très fort même encore maintenant.

Le premier devoir de notre Congrès est de réveiller les millions de paysans pour leur expliquer qu'il faut remuer la terre plus profondément, qu'il faut soulever des couches nouvelles de paysans et leur expliquer qu'il n'y a pas d'autre issue que l'union fraternelle avec les ouvriers organisés du monde entier ; qu'en dehors de cela, tout est en pure perte. Cette union seule mènera à la victoire complète du travail sur les oppresseurs et les pillards du monde entier — sur les Anglais et les Français qui vous exploitent depuis des siècles — cette union seule peut vous garantir la victoire complète.

Camarades, dès ses premières déclarations, la III^e Internationale faisait remarquer qu'aujourd'hui le monde s'est divisé en nations souveraines et nations non souveraines : en nations d'opresseurs et nations d'opprimés.

La II^e Internationale se gardait bien de dire cela. Elle parlait de l'égalité en général, sans se préoccuper comment les choses allaient en réalité. C'est le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, à Moscou, qui attira de nouveau l'attention sur ce fait que le monde se divise en nations souveraines et nations opprimées.

Camarades, déjà avant et pendant la guerre, nous avons réussi à le démontrer. Dans un de nos travaux (les intéressés peuvent le lire dans mon livre intitulé : « *La Guerre et la crise du Socialisme* ») nous avons signalé que le monde se divisait de la façon suivante : six pays qu'on appelait des grandes puissances et qui comptaient 437 millions d'ha-

bitants opprimaient tous les autres Etats et pays qui comptaient 1.220 millions d'habitants. Ainsi se présentaient les choses jusqu'à la fin de la guerre. Maintenant, les choses sont encore empirées. Vous savez que maintenant quelques grandes puissances sont déchues. Il y a maintenant moins de grandes puissances, moins de pillards. L'Amérique, l'Angleterre, la France et le Japon, ces quatre grands pillards, qui, d'après les calculs faits par le camarade Lénine, comptent à peine un quart de milliard d'habitants, exploitent, à eux seuls, un milliard et quart d'habitants composant la population des pays qui leur sont soumis. Dans mon livre que je viens de vous mentionner, j'ai calculé : sur cent Anglais, il y en a cinq qui sont les plus gros propriétaires d'Angleterre, et chacun de ces cinq exploite non seulement les autres Anglais, mais encore 890 personnes de nationalités différentes : Hindous, Perses, Chinois, etc... Chaque capitaliste anglais fait travailler pour lui-même environ une centaine d'ouvriers anglais et quelques centaines de travailleurs habitant les colonies et autres pays opprimés. Il en était ainsi avant la guerre, il en est de même aujourd'hui. Le but de ce Congrès d'Orient est de faire ressortir ce fait et de l'expliquer à chaque travailleur. Comprenez bien : chaque capitaliste anglais, de quelque importance, fait travailler pour lui non seulement des dizaines et des centaines d'ouvriers anglais, mais aussi des centaines et des milliers de paysans en Perse, en Turquie, aux Indes et dans d'autres pays dépendant du capital anglais. Il n'y a qu'une conclusion à tirer de tout ce qui précède : ce milliard et demi d'hommes doivent, avant tout, s'unir et alors il n'y aura pas de force au monde qui pourrait vous obliger à vous soumettre à ces pillards de capitalistes anglais. Et les représentants des ouvriers communistes du monde entier vous tendent la main et vous offrent leur aide fraternel, dans cette lutte difficile mais indispensable. Nous avons la ferme conviction que vous accepterez honnêtement cette main que vous tend le prolétariat européen et américain et que vous nous répondrez fraternellement. (*Applaudissements.*)

Nous savons bien que les masses ouvrières de l'Orient sont parfois — ce qui n'est pas de leur faute — très arriérées : elles sont illettrées, ignorantes, elles ne savent pas lire les journaux, elles ne sont pas au courant de ce qui se passe dans le monde, elles ne comprennent pas les notions les plus élémentaires d'hygiène. Seuls, les laquais de l'impérialisme peuvent se moquer de cela. Ce n'est pas la faute des travailleurs turcs ou persans s'ils ne savent ni lire ni écrire, c'est leur malheur. La bourgeoisie « civilisée » de Paris et de Londres se creuse la tête en inventant tous les moyens possibles et imaginables pour tenir le paysan hindou et les travailleurs turcs et perses dans l'ignorance.

Le devoir des ouvriers plus civilisés, plus lettrés et plus organisés de l'Europe et de l'Amérique consiste à aider les ouvriers arriérés de l'Orient. Ils ne doivent pas se moquer de l'ignorance des paysans de l'Orient ; ils ne doivent pas être fiers de leur supériorité mais souffrir de cette ignorance, leur tendre la main et les aider, par tous les moyens possibles. Ils doivent leur apprendre à saisir les armes et à les diriger contre ces bêtes blanches et civilisées qui occupent les banques et les comptoirs de Londres et de Paris. Il faut aider le paysan d'Orient à s'emparer de la terre et lui permettre ainsi de continuer cette grande révolution qu'après tant de labeur ont commencée les paysans russes.

Nous savons très bien que dans quelques pays, le clergé et les féodaux de l'Orient sont très rusés et savent si bien tromper le paysan que ce dernier pourrait croire qu'il a reçu la terre, tandis qu'en réalité il n'en est rien ; ils savent très bien dresser un piège juridique au paysan illettré et ignorant. Nous devons dévoiler ce mensonge et aider les peuples de l'Orient à faire la même révolution agraire que celle que les paysans de Russie viennent d'accomplir, ces mêmes paysans russes qui, il y a un demi-siècle, étaient encore des serfs et qui, maintenant encore, pour la plupart, ne savent ni lire, ni écrire. Et pourquoi le paysan de la Turquie, de la Perse, des Indes, de la Chine ou de l'Arménie ne saurait-il faire ce qu'a su faire le paysan russe ? Nous som-

mes sûrs que les paysans de l'Orient, à condition d'être guidés par les ouvriers organisés de l'Occident sauront mettre sur pied des centaines, des millions de paysans pour accomplir une vraie et profonde révolution agraire, pour déblayer le terrain, pour ne pas laisser subsister de gros propriétaires, pour abolir le servage, les impôts, les dettes et autres inventions bourgeoises, pour transmettre la terre aux mains des masses laborieuses. Voilà ce que vous apporte l'Internationale Communiste.

Le prolétariat veut vous aider à prendre la terre et à bâtir l'union libre de tous les peuples du monde. Voilà le programme simple et clair qui est inscrit dans le cœur de chaque ouvrier honnête de l'Europe et qui, maintenant, doit être inscrit dans le vôtre, représentants ouvriers de l'Orient.

Camarades, notre Congrès de Moscou a discuté la question si la Révolution sociale dans les pays de l'Extrême-Orient est possible, avant que ces pays passent par le capitalisme. Vous savez que, pendant très longtemps, prévalait l'opinion que chaque pays devait d'abord passer par le capitalisme ; que, partout, devaient exister de grandes fabriques et de grands propriétaires, que les ouvriers devaient être accumulés dans les grandes villes et que c'est alors seulement que la question du socialisme pouvait être posée. Maintenant, nous pensons autrement. Du moment qu'un pays quelconque a su briser les chaînes du capitalisme, comme la Russie l'a fait, du moment que les ouvriers ont mis à l'ordre du jour la Révolution prolétarienne, de ce moment, pouvons-nous dire, la Chine, les Indes, la Turquie, la Perse et l'Arménie peuvent, à leur tour, commencer la lutte directe pour le régime des Soviets. Il est clair que les ouvriers d'Europe ne prennent pas le pouvoir dans le but de piller la Turquie, la Perse et autres pays, mais, pour les aider. Mais, s'il en est ainsi, alors ces pays, dès maintenant, peuvent et doivent se préparer à la Révolution soviétiste, peuvent et doivent se préparer à supprimer chez eux la division en riches et en

pauvres, pour créer l'Etat des travailleurs et faire une alliance étroite avec les ouvriers organisés du monde entier.

Ayant pris tout ceci en considération, nous vous posons la question : Quelle sera la forme d'organisation, la forme que prendra l'Etat en Orient ? Nous avons abouti à la conclusion qu'il faut organiser les Soviets même là où il n'y a pas d'ouvriers. Dans ces cas, nous pouvons organiser des Etats composés de conseils ouvriers, de paysans. Non pas ces conseils de parade qu'on nous offre maintenant en Turquie, mais de vrais conseils où chaque paysan-travailleur a le droit de vote. J'ai lu dans le journal « *Le Daghestan Rouge* » le texte de la loi pour les élections aux Soviets qu'en ce moment les habitants de ce pays sont en train d'établir. Le droit de vote appartient seulement aux paysans-travailleurs qui ont un bétail ne dépassant pas tel ou tel chiffre de têtes. Je ne me considère pas à même de décider si les chiffres sont bien ou mal établis, mais le principe est bon. Qui possède plus de bétail qu'il n'en est nécessaire pour labourer sa propre terre et mener une vie aisée pour lui et sa famille et qui profite de la pauvreté des autres, celui-là ne doit pas avoir accès à nos Conseils de paysans. Ces Conseils doivent vraiment être les Conseils du Travail, qui organisent les travailleurs et qui ne s'occupent pas du profit ou de la spéculation, mais du bien commun. Nous devons organiser les Soviets qui soient les vrais conducteurs de la volonté des masses ouvrières.

Nous nous adressons non seulement aux communistes mais aussi à ceux qui n'appartiennent à aucun parti. Nous avons deux courants : l'un rapide, puissant et impétueux et qui devient de plus en plus large, c'est le courant de la lutte ouvrière, prolétarienne, communiste en Russie, en Allemagne, en Italie et en France ; et ensuite il y a un autre courant qui n'est pas encore très fort et qui fait, par moment, des zig-zag, c'est le mouvement des nationalités opprimées, qui n'ont pas encore choisi leur voie, qui ne savent pas encore ce qu'elles veulent exacte-

ment, mais qui sentent que leur fardeau devient trop lourd et que le joug du capitalisme français et anglais les opprime trop.

Nous désirons que ces deux courants se réunissent de plus en plus, qu'ils se fusionnent en un seul courant puissant et impétueux qui, comme la mer, balayera tous les obstacles, débarrassera la terre de tout ce mal dont nous avons tous souffert si longtemps.

Et pour cela, je dis : *Nous soutenons patiemment les groupes qui ne sont pas encore avec nous, et même, pour certaines questions, contre nous.* Par exemple en Turquie, camarades, vous savez que le gouvernement des Soviets soutient Mustapha Kemal. Nous n'oublions pas, même pour un instant, que le mouvement à la tête duquel se trouve Kemal n'est pas un mouvement communiste. J'ai sous les yeux un extrait du rapport sténographié de la première scission du gouvernement populaire de Turquie à Angora : Kemal lui-même dit « que la personne du kalife et du sultan est sacrée et inviolable.

Le mouvement, à la tête duquel se place Kemal veut libérer la personne « sacrée » du kalife de ses ennemis, voilà le point de vue de ce parti. Est-ce que c'est le point de vue communiste ? Non ! Nous respectons les sentiments religieux des masses : nous savons éduquer les masses. Ça demande plusieurs années de travail. Nous nous approchons avec beaucoup de précautions des sentiments religieux des masses de l'Orient et d'autres pays. Tout de même, c'est notre devoir de dire à ce Congrès : vous ne devez pas soutenir ce que fait maintenant le gouvernement de Kemal en Turquie, vous ne devez pas soutenir le pouvoir des sultans, malgré toute la force des idées religieuses : vous devez marcher en avant et ne pas vous laisser entraîner en arrière. Nous pensons que l'heure des sultans sonnera bientôt : vous ne devez plus souffrir l'autocratie. Vous devez briser, dissiper votre croyance au sultan et vous devez arriver à de vrais Conseils. Les paysans russes ont aussi eu une grande foi dans le Tsar et pourtant,

quand la grande, la vraie Révolution éclata, il ne resta de cette foi presque aucune trace. La même chose aura lieu en Turquie et partout en Orient quand la vraie Révolution paysanne, la vraie Révolution, née de la terre, éclatera. Alors le peuple dépouillera bien vite la croyance superstitieuse qu'il avait pour le sultan, pour ses tyrans. Pour cette raison, nous répétons : La politique que mène maintenant le gouvernement du peuple, en Turquie, n'est pas la politique de l'Internationale Communiste, n'est pas notre politique. Et tout de même, nous disons que nous sommes prêts à soutenir toute lutte révolutionnaire contre le gouvernement anglais. Pour le moment, en Turquie, la balance penche encore du côté des gens riches, mais le temps viendra où cela changera.

En Turquie, en Perse, partout où les paysans existent, ils commencent à comprendre ce que c'est que le bolchevisme.

Un de ces jours, j'ai demandé à un éminent homme d'Etat de Turquie, appartenant plutôt à la nuance libérale, ce qu'un paysan turc entend par bolchevisme. Cet homme d'Etat éminent m'a répondu : « Sous le nom de bolchevik, on entend chez nous un homme qui veut lutter contre l'Angleterre et veut nous aider dans cette lutte. »

Alors, j'ai posé une autre question : « Comment chez vous, en Turquie, un paysan simple comprend-il le fait que le bolchevik ne lutte pas seulement contre l'Angleterre, mais aussi contre les gens riches en général, contre les Russes aussi bien que contre les Turcs ? »

L'homme d'Etat ne répondit pas, enclin à penser que le paysan turc ne comprend pas ces choses-là. Quant à moi, en me basant sur ce que je sais, je pense que le mot bolchevik n'a pas besoin d'être traduit dans aucun pays du monde. (*Applaudissements.*) Je suis persuadé que les travailleurs auront besoin de ce mot non seulement dans la lutte contre l'Angleterre, mais contre tous les riches en général. Oui, nous marchons contre l'Angleterre bour-

geoise : « Saisissez la bourgeoisie anglaise à la gorge et mettez-lui le genou sur la poitrine. Le coup le plus fort, nous devons le porter au cœur de l'impérialisme anglais. C'est la vérité. Mais, en même temps, nous devons éduquer dans les masses laborieuses de l'Orient la haine et le désir de lutter contre tous les riches en général : russes, juifs, allemands ou français. Le grand but de la révolution qui commence en Orient n'est pas du tout de prier messieurs les impérialistes anglais de retirer leurs pieds de la table pour permettre après aux richards turcs d'y poser plus confortablement les leurs. Non, très poliment nous allons demander à tous les richards de retirer leurs pieds malpropres de la table.

Nous ne voulons plus que règnent le luxe, l'escroquerie, l'oisiveté et qu'on se moque des peuples, mais nous voulons que le monde soit gouverné par le travailleur aux mains calleuses. (*Grands applaudissements.*)

C'est pourquoi nous disons directement et ouvertement à tous les hommes sans parti qui se trouvent ici : Le panislamisme, le moussavotisme, tous ces courants ne sont pas nos courants à nous. Notre politique est toute différente. La politique démocratique telle qu'elle se dessine en ce moment en Turquie, telle qu'elle se dessinera peut-être demain dans d'autres pays, nous pouvons la soutenir. Nous soutenons et nous soutiendrons toujours les mouvements nationalistes de Turquie, de Perse, des Indes et de Chine, pas parce que nous sommes guidés par des calculs d'intérêts, mais parce qu'un ouvrier conscient se dit : les Turcs qui aujourd'hui n'ont pas encore compris tous leurs intérêts, les comprendront demain ! Ces Turcs, nous devons les soutenir, nous devons les aider, nous devons attendre jusqu'à ce que la vraie révolution populaire ait lieu en Turquie, et alors toutes les idées de l'adoration du sultan et autres sortiront bien vite de leurs têtes.

Je dois comme un frère aîné, se dit l'ouvrier conscient, accélérer ce mouvement. Je soutiens aujourd'hui le mouvement national et démocratique des Turcs, — dit

l'ouvrier communiste — et en même temps je considère comme mon devoir sacré d'appeler les paysans opprimés de la Turquie, de la Perse, tous les paysans-travailleurs de l'Orient, à haïr tous les riches, tous les oppresseurs, de leur faire comprendre cette simple vérité que nous avons besoin d'une vraie égalité économique, d'une vraie union fraternelle de tous les travailleurs.

Voilà notre déclaration franche. Nous pensons que personne de nous ne doit parler devant le Congrès des Peuples d'Orient comme un diplomate. A cette heure où se sont réunis les peuples qui ont été opprimés plus que les autres, qui comptent des centaines de millions de gens, et dont finalement dépendra l'avenir de l'humanité, nous devons supprimer toute la diplomatie mesquine.

Camarades, quand l'Orient se mettra vraiment à bouger, non seulement la Russie mais toute l'Europe paraîtra comme un tout petit coin de cet immense tableau. La vraie révolution éclatera seulement quand les 800 millions qui habitent l'Asie se joindront à nous, quand l'Afrique se joindra à nous, quand nous verrons que des centaines de millions de gens se sont mis en branle. A cette réunion historique, personne ne doit se cacher derrière la diplomatie et les choses dites à demi mot. Que les cœurs de tous les hommes ici présents s'ouvrent pour faire entendre les uns aux autres la parole de la sainte et de la pure vérité, pour que nous puissions choisir la vraie voie de la victoire. Nous ne vous cachons rien, nous vous disons clairement en quoi nous ne sommes pas d'accord et en quoi nous sommes d'accord avec les représentants du mouvement nationaliste d'aujourd'hui. Nous vous disons : notre but est d'aider l'Orient à se débarrasser de l'impérialisme anglais. Mais nous avons un but qui n'est pas moins grand, celui d'aider les peuples d'Orient dans leur lutte contre les riches, de les aider dès maintenant à construire les organisations communistes, de leur expliquer ce que c'est que le communisme, de les préparer à la vraie

révolution du travail, à la vraie égalité, à la délivrance de l'homme de toute oppression.

Camarades, je pense que le fait de vous avoir dit ouvertement quelle est notre façon de penser dans des questions litigieuses et de vous avoir montré nos divergences, nous unira davantage même à ceux qui pensent autrement que nous. Il est toujours préférable de conclure ouvertement des accords clairs que de s'approcher l'un de l'autre en restant sur la défensive.

Je dis : nous devons en ce moment allumer la vraie guerre sainte contre les impérialistes anglais et français. Camarades, rappelez-vous ce que font ces brigands dans le Nord même maintenant. Je ne parlerai pas des peuples qui sont bien représentés ici. Vous savez vous-mêmes très bien quelle situation a créé le capital anglais et français en Turquie, quelle est la situation créée en Perse par le capital anglais et quelle est la situation en Arménie, ce pays que tous les gouvernements de l'Entente voulaient défendre hier encore et qu'aujourd'hui personne ne défend plus.

Je dirai quelques paroles seulement des pays qui sont peu représentés ici, des Indes et de la Chine.

Camarades, vous savez combien de millions de gens habitent les Indes, que le capital anglais exploite sans aucune pitié. Peut-être avez-vous entendu parler des événements récents. Tout récemment, nous avons vu fusiller aux Indes des Hindous, pour une faible tentative de résistance (dans l'affaire de Dwallar). On a attiré une foule sans armes sous les mitrailleuses et on l'a fusillée.

Et quand a eu lieu l'enquête parlementaire sur cette affaire, les journaux de Londres ont été obligés de reproduire une scène immortalisée par la photographie, montrant les Anglais jouissant de l'ordre rétabli : des soldats anglais armés forçant les Hindous à ramper sur le ventre dans les rues de la ville. Voilà la façon d'agir des impérialistes anglais et de leurs fils qui ont passé par plusieurs universités. Ils envoient leurs soldats là-bas pour que ces

derniers, appuyant leur fusil sur la tempe de l'Hindou, le forcent à ramper sur le ventre pour réjouir les yeux de l'officier anglais.

Et ce sont des choses semblables que, d'après les paroles du *Matin de la Chine du Sud*, un correspondant des journaux italiens communique de la Chine.

Camarades, ces petits tableaux des journaux étrangers nous montrent les misères inouïes que supportent les travailleurs de la Chine et des Indes. Camarades, n'oubliez pas que les capitalistes anglais, ces fauves blancs qui oppriment d'une façon éhontée la population hindoue, ont réussi en même temps à mettre sous les armes les dizaines de milliers de soldats hindous qu'ils envoient pour combattre la révolution prolétarienne. Les soldats hindous se battent en ce moment sous la direction des généraux anglais sur sept fronts — ni plus, ni moins. Les soldats hindous sont à Constantinople, en Arabie, en Mésopotamie, en Egypte, en Palestine, dans le nord-ouest et dans le nord-est de la Perse. Voilà, camarades, la malédiction de notre classe opprimée. On saisit l'Hindou par la gorge, on le force de ramper sur son ventre pour amuser l'officier anglais et en même temps les paysans hindous, nos frères opprimés, sont si ignorants, que le même Anglais arme les Hindous et leur donne quelques centaines d'officiers de la *petite noblesse* pour les commander et les envoie combattre le mouvement révolutionnaire national en Egypte ou en Perse — voilà en quoi consiste l'horreur de notre situation. De nos propres mains, nous aidons nos bourreaux, les capitalistes français et anglais. Voilà à quoi nous devons mettre fin !

Il faut enfin fermer ce livre du passé maudit, pour n'y revenir jamais plus et ouvrir une nouvelle page de l'histoire, où les peuples d'Orient ne seront plus esclaves, où ils ne permettront plus aux officiers anglais de piller effrontément les Hindous et les Perses, de tuer, d'offenser et de se moquer de tout le monde.

Camarades, on a beaucoup parlé ces dernières années de

la guerre sainte. Les capitalistes, quand ils ont mené leur guerre impérialiste, essayèrent de représenter cette tuerie ignoble comme une guerre sainte et ils ont réussi à le faire croire à beaucoup de gens. Quand entre 1914 et 1916 on a parlé de la guerre sainte, c'était un mensonge monstrueux. Et maintenant, vous, camarades, rassemblés pour la première fois au Congrès des peuples d'Orient, vous devez proclamer ici la guerre sainte contre ces brigands de capitalistes anglais et français.

Maintenant, nous pouvons dire que l'heure a sonné, où les ouvriers du monde entier sauront mettre en branle et soulever des dizaines et des centaines de millions de paysans, où ils sauront organiser l'Armée Rouge dans l'Orient même, s'armer et organiser l'insurrection dans le dos des Anglais, où ils empoisonneront l'existence de chaque officier anglais imprudent, qui se considère comme maître en Turquie, en Perse, aux Indes et en Chine.

Camarades ! Frères ! maintenant le temps est venu où vous pouvez procéder à l'organisation d'une vraie guerre sainte contre les brigands et les oppresseurs. L'Internationale Communiste s'adresse aujourd'hui aux peuples d'Orient et leur dit :

« Frères, nous vous appelons avant tout à la guerre sainte contre l'impérialisme anglais. »

(Une tempête d'applaudissements, de longs cris : hurrah ! Les membres du Congrès se lèvent en brandissant les armes. Pendant très longtemps l'orateur ne peut pas continuer de parler. Tous les membres, debout, applaudissent et crient : « Nous le jurons ! ».)

Qu'on entende à Paris, à Londres et dans toutes les villes où les capitalistes sont encore au pouvoir la déclaration d'aujourd'hui ! Qu'ils entendent le serment solennel que font les représentants des dizaines de millions de travailleurs d'Orient, qu'il n'y aura plus désormais en Orient de pouvoir oppresseur des Anglais, que le jour des capitalistes n'existera plus en Orient.

Vive l'union fraternelle des peuples d'Orient avec l'Internationale Communiste. Que le Capital périsse et que vienne le règne du Travail. (*Tempête d'applaudissements.*)

ZINOVIEV.

Le début d'une ère communiste en France

IX

L'évolution du *Parti Ouvrier Français* agissant selon les méthodes de toutes les grandes sections de la II^e Internationale, s'accomplit sur le même plan et dans le même sens que celle de cette dernière. Sa courbe de développement marque les mêmes trois étapes que je considère comme la loi de tous les grands mouvements historiques ou sociaux : 1^o Intransigeance ; 2^o Adaptation opportuniste à l'ordre établi ; 3^o Déchéance. En employant une formule lapidaire, ces trois étapes peuvent être désignées de la manière suivante : radicalisme, opportunisme, renégatisme. Comme preuves à l'appui, nous avons souvent cité le christianisme, la Réforme, la Révolution de 1789.

Les deux causes principales du passage de l'intransigeance à l'adaptation — ou, plus exactement, les deux formes qu'a revêtues ce passage, c'est l'action réformiste et la réaction nationale. Pour gagner les masses inconscientes, exclusivement absorbées par la lutte la plus élémentaire pour l'existence, le P. O. F. a suivi l'exemple de tous les partis politiques, du parti le plus conservateur aux partis de l'extrême gauche : il a promis des réformes, beaucoup de réformes.

(1) Voir la *Revue Communiste* n^o 11.

Jules Guesde, la tête et la volonté du P. O. F., n'a jamais cru, personnellement, à l'efficacité de l'action réformiste. Il l'a toujours considérée comme un trompe-l'œil », comme « un mirage », comme « un morceau de gâteau jeté dans la gueule du Cerbère populaire pour l'empêcher de mordre ».

Mais le chef d'un parti politique est aussi peu libre que le souverain d'un Etat : il doit suivre ses troupes. Et comme il s'agissait, pour la deuxième Internationale, de vulgariser et faire accepter par de larges masses populaires le mot socialisme — le mot sans la chose — Jules Guesde fit comme les autres : il s'adapta. Il avait des sursauts et des mouvements de révolte. Aussi fut-il *seul* à voter, en 1811, contre la loi de Retraites ouvrières qu'il baptisa, avec Paul Lafargue, « les Retraites pour les morts ». Mais le poids mort des élus et des électeurs « socialisants » et la nécessité de maintenir la liaison entre les troupes et l'état-major du Parti le poussaient, ainsi que ses amis, vers l'adaptation opportuniste.

Sa haine exagérée de l'anarchie contre laquelle le marxisme international fut obligé de faire front partout, contribua puissamment à créer un état d'esprit défavorable à toute initiative révolutionnaire d'ailleurs vouée d'avance, vu la faiblesse du prolétariat, à un échec.

Se dressant de toute sa taille contre l'anarchie qui incarnait la haine farouche du Régime et l'esprit de l'action révolutionnaire immédiate, Jules Guesde a pu goûter — sans la mériter — une certaine faveur auprès d'une partie des classes dominantes. Le *Matin* publiait ses Premiers-Paris à côté de ceux de M. Raymond Poincaré et même de Cornély. Les exagérations anarchistes donnèrent au socialisme, organisé et méthodique, une figure de doctrine d'Etat. En face des Ravachol, des Henry, des Vaillant, les socialistes pouvaient passer, aux yeux des bourgeois, pour des piliers de la société bourgeoise. La guerre capitaliste — toujours stupide — contre les idées anarchistes ne pouvait que les fortifier. Les coups du socialisme et surtout du so-

cialisme à façade révolutionnaire lui furent mortels. Les anarchistes le savent. Et voilà pourquoi ils réservent leurs coups aux socialistes révolutionnaires en négligeant les autres...

X

La réaction nationale fut encore plus fatale à l'évolution de la Section française de la II^e Internationale que l'action réformiste. L'idée de la lutte des classes est à l'opposé de l'idée de la *patrie bourgeoise*. La « patrie » suppose l'unité absolue de tous les membres de la nation, une et indivisible. La lutte des classes met au premier plan non tout ce qui unit, mais ce qui sépare et divise les citoyens d'un même pays. Et comme l'objet de la lutte des classes — le pouvoir et la propriété! — est d'un intérêt primordial, vital, le socialisme dut choisir entre la lutte des classes et l'unité nationale. Le Manifeste communiste de Karl Marx et d'Engels se prononce pour l'unité de classe contre l'unité nationale. Il proclame que « les prolétaires n'ont pas de patrie ». Malgré l'allure polémique de cette phrase, sa vérité ressort de toute l'analyse géniale du Régime capitaliste faite par le Manifeste. Toute l'histoire est déclarée par ce document fondamental du socialisme moderne comme une « lutte des classes » permanente. **Marx et Engels ne parlent même pas de la lutte entre races et peuples. On le leur reprocha amèrement.** La vraie raison de leur silence est qu'ils considéraient les guerres comme des luttes secondaires, dérivées, subordonnées aux intérêts des classes dominantes. C'est l'évidence même.

En effet, les « patries » actuelles sont les produits des guerres perpétuelles, des violences ininterrompues, des conquêtes, des rapines, de tous les crimes imaginables : guerres dynastiques, guerres de prestige, guerres coloniales, guerres impérialistes. On se battait de tribu à tribu, de région à région, de province à province, de nation à na-

tion, de continent à continent pour des motifs variés, mais qui, tous, peuvent, en dernière analyse, être ramenés à un seul : la *possession et la domination du globe*. L'Angleterre et la France, après la Hollande, le Portugal, l'Espagne, s'étaient taillées sur le globe des morceaux de choix. Ceux qui sont venus après eux — la Russie, l'Allemagne, l'Italie, procédèrent de même.

Marx avait donc raison de mettre en lumière *avant tout* la lutte des classes qui domine toutes les autres formes des antagonismes humains. La lutte des classes est l'âme de toutes les guerres. Déjà, Thucydide, le plus grand historien de l'antiquité, savait parfaitement que les guerres sont souvent des dérivatifs et des diversions aux luttes sociales. La guerre mondiale en fut la confirmation la plus éclatante, malgré la diversité des facteurs qui s'y mêlent d'une façon subsidiaire.

XI

La II^e Internationale, tout en reconnaissant, en théorie, la lutte des classes, se déclara pour la défense nationale, qui supprime la lutte des classes au profit de l'Unité nationale (Union sacrée : *Burgfrieden*). Les socialistes de guerre n'ont pas trahi *la lettre* de nos décisions nationales et internationales d'avant-guerre. Car la défense nationale y figurait en première place. On cherchait à se persuader et surtout à persuader les foules électorales que le socialisme n'excluait pas « la défense nationale ». Les classes dominantes qui ne vivent que de l'ignorance et de la soumission des masses, eurent ainsi les mains absolument libres pour leur politique nationaliste, somptuaire, coloniale et impérialiste. Ils savaient que les bons bergers, au moment décisif, leur livreraient le cheptel humain, nécessaire aux boucheries internationales. Le P. O. F. fut la plus glorieuse victime de cette erreur néfaste, de cette inconséquence criante avec l'idée fondamentale du socialisme moderne : la lutte des classes.

Le réformisme et le nationalisme procèdent du même ordre d'idées. L'un et l'autre supposent la réconciliation — provisoire en *théorie* et définitive en *pratique* — du socialisme avec la société capitaliste. Cette réconciliation est la négation même de la lutte des classes. En effet, le réformisme a abouti, en Allemagne avec les socialdémocrates majoritaires sous la direction de Scheidemann-Noske, en France avec Millerand-Briand, à l'abdication totale, à l'apostasie et à la lutte ouverte contre la classe ouvrière révolutionnaire. Le nationalisme a donné Thomas-Renaudel.

L'idée de l'unité des éléments réformistes avec les éléments révolutionnaires — défendue par les « centristes » groupés autour de Paul Faure, Pressemane et Longuet a, comme tâche, de dissimuler cette réalité mille fois constatée. Leur mission politique consiste à masquer, par des phrases creuses sur « la tolérance », l'« antisectarisme », la « liberté d'opinion » l'invasion dans le Parti des idées réformistes et nationalistes, c'est-à-dire antisocialistes et contre-révolutionnaires. Les Paul Faure, les Pressemane et les Longuet jouent le rôle de boucliers et de troupes de couverture aux Renaudel, aux Varenne et aux Thomas. Les Renaudel-Thomas-Varenne sauvent *directement* la société capitaliste par leur alliance ouverte avec la bourgeoisie. Les Longuet-Faure-Pressemane la sauvent *indirectement* par leur alliance non moins ouverte avec les sauveurs de la bourgeoisie. La perspicacité et la vigilance des bolchéviks aguerris par une longue et pénible lutte contre les mencheviks, les opportunistes russes, ont courageusement dénoncé le danger. La manifestation de Zinoviev à Tours contre les Longuetistes ne fut qu'un écho adouci de cette lutte à mort du communisme révolutionnaire contre le réformisme et le nationalisme s'affublant d'un masque socialiste et unitaire.

XII

Le Congrès de Tours a liquidé les Réformistes, en rompant l'Unité du Communisme avec le Réformisme, son en-

nemi mortel, mais il n'a liquidé ni le Réformisme, ni le Nationalisme. Les déclarations des véritables chefs de la nouvelle majorité, réformistes d'origine et de conception, avaient un caractère de *circonstance*, mais pas de *principe*. Aucun d'eux — et cela non seulement faute du temps — n'a fait la critique méthodique de la déviation — qui mène à la trahison — réformiste et nationaliste. L'idée-mère de la II^e — la défense et l'unité nationales — ne fut pas formellement répudiée. On admettait seulement que dans les *circonstances actuelles*, en face de la folie nationaliste triomphante et des menaces réelles d'une nouvelle conflagration, la *défense nationale* ne joue pas — *aujourd'hui*. Ce n'est pas une attitude de principe digne d'un grand Parti Communiste qui doit, une fois pour toutes, en finir avec toutes les idéologies bourgeoises en commençant par la plus dangereuse : unité du front démocratique et national. Même la séparation avec les éléments opportunistes s'est faite malgré certains chefs de la nouvelle majorité. Ils craignaient leur isolement en face des éléments agressifs du « Comité de la III^e ».

La motion de Tours, groupant une majorité écrasante, fut un compromis. Les points ne furent pas mis sur les *i*. Les « 21 » conditions ne furent pas acceptées telles quelles, mais « reconstruites » selon la vieille méthode diplomatique des concessions mutuelles qui masquent les contradictions les plus flagrantes.

Le nouveau Comité Directeur, la nouvelle *Humanité* se trouvent aux mains des anciens Reconstructeurs, convertis — pour la plupart de bonne foi — au Communisme révolutionnaire. La première des « 21 conditions » — la plus décisive est loin de son application sérieuse. Nous sommes dans une période transitoire ; l'opportunisme fut battu, mais le communisme n'a pas encore triomphé. Le terrain est déblayé. Une arme est forgée, il s'agit de savoir la manier — au profit de la rééducation du Parti dans le sens communiste. Cette rééducation peut et doit se faire, dans l'intérieur du Parti, par une action constante de tous les

éléments communistes de la première heure sur les nouveaux venus. Mais, pour assurer le succès de cette action, l'organisation des éléments communistes révolutionnaires et internationalistes est une nécessité vitale. La tâche positive du « Comité de la III^e » n'est pas terminée. Elle ne fait que commencer. Et cela dans des conditions on ne peut plus favorables. Un grand Parti Communiste est créé. La réaction capitaliste est « au bord du gouffre ». Il s'agit d'en finir, le plus tôt possible, avec le Régime de massacre et de misère, et d'organiser la *Nouvelle Cité communiste*. L'Internationale de Moscou peut être fière de son œuvre d'assainissement et d'épuration. A Tours, la Révolution mondiale a fait un pas décisif en avant. Il s'agit de continuer... L'avenir est nôtre. La victoire du Communiste n'est qu'une question de temps, de peu de temps...

Charles RAPPOPORT.

Chronique Internationale

BELGIQUE

LE PARTI COMMUNISTE

Je l'ai dit déjà. Plus que partout ailleurs, la situation est en Belgique extrêmement réfractaire à tout travail révolutionnaire : une classe bourgeoise habile à ménager les compromis ; un parti social-démocrate chaotique et confus, livré, dans sa grande majorité, aux vieux chefs qui ont trahi le prolétariat ; une minorité socialiste inorganisée, indécise et habileuse, qui met des phrases révolutionnaires sur un programme réformiste et menace toujours sans agir jamais.

A l'armistice, le chômage de la guerre semblait devoir brusquement cesser ; le suffrage universel, pur et simple, qui, depuis trente ans, constituait l'idée fixe de la classe ouvrière, était accordé ; un semblant d'amélioration apparaissait. Les leaders se servirent habilement de cela pour endormir les masses prolétariennes, les emmener plus encore dans le maquis social-démocrate, étouffer les initiatives révolutionnaires qui pouvaient surgir d'elles.

La majorité succombait sous des flots d'éloquence. Beaucoup, désespérés avant de combattre, s'abandonnaient à l'anarchie. Seulement, par-ci par-là, dans deux ou trois centres, surtout à Bruxelles, quelques consciences sentaient l'oppression des vieux organismes et des vieilles formules et, guidés par la flamme de Moscou, travaillaient à se dégager.

Soumettant la situation intérieure du parti ouvrier à une critique calme et sévère, ils sondaient l'abîme dans lequel le prolétariat était enlisé et comprenaient que tout le travail était à refaire. Cette masse inconsciente et inorganisée, il fallait l'éclairer brutalement, à grands coups de lumière nette et brutale ; il fallait la ranger, petit à petit, dans une organisation neuve et saine, autour de mots d'ordre clairs et précis. Ce travail lent, obscur et ingrat, était le seul capable de produire des résultats véritables et d'ouvrir une issue au prolétariat.

C'est aux « *Jeunes gardes socialistes* » de Bruxelles que revient l'honneur d'avoir montré la voie. Tandis que les minoritaires, derrière Jacquemotte et Massart, s'enlisaient de plus en plus dans les conciliabules de coulisse et la phraséologie de meeting, les « *Jeunes gardes socialistes* » de Bruxelles quittè-

rent définitivement le parti ouvrier qui n'était plus qu'une formidable machine de trahison. Cela se passait à la fin de 1919. Cette scission se fit sans bruit. Majoritaires et minoritaires s'entendirent pour en étouffer l'écho, craignant qu'un tel exemple n'ébranlât le prestigieux préjugé de l'unité. L'organe des « *Jeunes gardes* », qui s'appelait « *Le Socialisme* », devint « *L'Ouvrier communiste* ». Le groupe lui-même s'appela « *Groupe communiste de Bruxelles* ».

Ce groupe, dont la faible valeur numérique faisait sourire ses ennemis inconscients, fut le noyau autour duquel, lentement mais sûrement, se forma le *Parti communiste*. « *L'Ouvrier communiste* » défendit avec une constance, une clarté et une sobriété exceptionnelles, les points de vue communistes, contre les trahisons majoritaires et les déviations minoritaires. Dans une suite d'articles doctrinaux, il commença l'œuvre indispensable d'éducation du prolétariat. En même temps, il fut, pour ceux qui œuvraient en différents points de la Belgique, le fanal de ralliement.

La tâche était immense et difficile. Il y eut des tâtonnements. Cela ne peut étonner que ceux qui apportent dans l'action un optimisme inconsidéré. Un premier Congrès réunit quelques sections éparses, sur l'initiative du groupe bruxellois, ce Congrès vota des thèses sur le parlementarisme et sur les syndicats ; il élabora un projet d'organisation des forces communistes en Belgique.

Concernant le parlementarisme, le Congrès prenait une attitude purement négative, justifiée amplement par la pratique parlementaire belge, mais depuis, condamnée par l'Internationale.

Concernant les Syndicats, il opposait au syndicalisme bureaucratique l'organisation de conseils dans lesquels les communistes auraient à faire leur œuvre d'éducation doctrinale et d'entraînement à l'action.

Quant à l'organisation, le Congrès déclarait créée la « *Fédération communiste de Wallonie* », laissant à des Congrès ultérieurs flamands le soin de créer la « *Fédération communiste de Flandre* ».

Le travail constructif continua. Quelques groupes, fuyant la confusion minoritaire, vinrent accroître la « *Fédération communiste de Wallonie* ». Voulant régulariser sa situation devant l'Internationale, la Fédération envoya au Congrès de Moscou un de ses plus actifs militants, War Van Overstraeten. L'Internationale reconnut la « *Fédération communiste de Wallonie* » mais lui prescrivit de prendre le nom de « *Parti communiste belge, Section belge de la III^e Internationale* ».

Le Congrès national, convoqué au retour du délégué, accepta les décisions du Congrès de Moscou. Concernant la question du Parlementarisme, il décida d'envoyer un mémoire à la III^e Internationale, lui exposant les conditions particulières de la lutte en Belgique. Peu de temps après, les groupes flamands vinrent se joindre aux groupes wallons.

Laborieusement, dans des conditions exceptionnellement ingrates, au milieu de l'ignorance et de l'incompréhension d'un prolétariat trompé par ses chefs, le « *Parti communiste belge* » est donc enfin créé. Peu nombreux, mais cohérent et centralisé, dominé par une doctrine nette, cimenté par une solide discipline, portant en lui les forces vivantes et éclairées du prolétariat, il apparaît de plus en plus comme l'avant-garde qui, à travers des conditions difficiles et pleines d'embûches, doit être l'agent actif de la Révolution.

Charles PLISNIER.

A travers les Livres

DES HOMMES — DES FAITS — DES IDÉES

Joseph Caillaux : Mes Prisons. (Paris, La Sirène, 7, rue Pasquier, 1920.)

M. Joseph Caillaux aurait pu intituler ses Mémoires de prison : *Contribution à l'histoire de la sottise bourgeoise*. M. J. Caillaux est un grand bourgeois, aux idées larges, clairvoyant et, au fond, très conservateur social. Le complément radical de Jaurès, le collaborateur prédestiné du grand socialiste idéaliste et réformateur social, tous les deux victimes de la folie criminelle nationaliste d'une bourgeoisie fin de régime.

M. Joseph Caillaux qu'on cherchait, faute d'un Villain n° 2, d'assassin juridiquement n'aurait pas pu sauver, malgré sa haute intelligence et les capacités extraordinaires, la société bourgeoise qu'il défend plutôt par orgueil que par incompréhension. Mais il lui aurait ménagé une fin moins sanglante et moins honteuse. Avec Jaurès, il aurait pu tenter un effort suprême d'une évolution pacifique vers une « démocratie intégrale ».

Mais le crétinisme bourgeois frappa comme un sourd — comme Charles Maurras lui-même — sur la soupape du Régime dernier modèle. Au lieu d'un président de Conseil, il a fait de lui un martyr, qui supporte fièrement sa Croix d'honneur.

Le livre de M. Caillaux est un Bottin d'infamies de toutes

sortes commises, impunément dans l'ombre sanglante de l'état de guerre contre le plus remarquable homme d'Etat de la France actuelle tombée dans les bas-fonds du royalisme policier, dirigée par des hommes sans scrupules et surtout sans la plus élémentaire clairvoyance.

Comme Jaurès, M. Caillaux est un grand patriote aimant son pays non comme « un bifteck saignant », mais comme « une des plus hautes personnes morales qu'il y ait jamais eu ». Comme tel, M. Caillaux aurait dû suivre Jaurès et devenir socialiste. Mais il nous semble que sa fierté exagérée l'empêche de faire ce pas décisif. Il ne veut pas que l'on attribue sa conversion à son malheur. Puis, il doit avoir des préjugés bourgeois trop fortement ancrés et des connaissances insuffisantes du socialisme moderne qui n'a rien de commun avec le rêve des milliardaires. La victoire du Régime communiste apprendra à des réalistes comme Caillaux que, seuls, les Communistes sont de vrais réalistes.

Je propose au Régime futur des Soviets français M. Caillaux comme commissaire du peuple aux Finances... A moins qu'il ne devienne *avant* président du Conseil. Dans ce cas, je lui souhaite de ne pas tourner aussi mal que le Régime lui-même et qu'un des derniers ministres de ce Régime : Sa Ficelle Aristide Briand.

..

Histoire des Doctrines économiques depuis les Physiocrates jusqu'à nos jours, par Charles Gide et Charles Rist, 3^e édition (Recueil Sirey, 22, rue Soufflot, Paris (5^e), 1920; pp. 806).

M. Charles Gide, esprit fin et averti, savant d'une vaste érudition est sujet à la maladie des scrupules, très honorable au point de vue moral, mais mortelle lorsqu'il s'agit des sciences sociales qui n'arrivent à des vérités approximatives qu'en *risquant* de se tromper. Toute « science » qui a, comme objet, les actions humaines exclut l'exactitude absolue. D'ailleurs, même les sciences dites exactes, comme les mathématiques, doivent se contenter, dans leurs régions supérieures, des à peu près et des probabilités, des hypothèses et des constructions conventionnelles. A plus forte raison, les « sciences » sociales relevant de l'action humaine qui préfère l'erreur au doute éternel rendant toute action impossible.

Malheureusement — ou honteusement — son collaborateur, M. Charles Rist, professeur à la Faculté de droit, à Paris, n'a pas de scrupules, surtout lorsqu'il s'agit de « réfuter scientifiquement » le bolchevisme, cette terreur des possédants auxquels il consacre un chapitre spécial. Franchement, M. Rist nous donne un mauvais article de journal (journal capitaliste) à la

place d'une analyse scientifique. M. Rist répète, après tous les adversaires intéressés du bolchevisme, que le bolchevisme n'est qu'un « amalgame de doctrines révolutionnaires... l'anarchisme et le marxisme ». C'est faux. M. Rist ignore complètement les trois termes de sa comparaison : le bolchevisme, l'anarchie et le marxisme. Ce n'est pas ici la place de lui apprendre l'ABC de ces doctrines, pourtant assez connues. Rien n'est aussi tenace que l'ignorance universitaire. M. le professeur doit pourtant savoir qu'on n'a pas le droit de se baser sur quelques points communs de doctrines différentes pour les mettre dans le même sac. Exemple : Toutes — ou quasi toutes — les religions ont, pour base commune, la croyance en Dieu. M. Rist osera-t-il nier leurs différences foncières ?

M. Rist reproche à Lénine son « réalisme » et y voit une contradiction « entre la théorie et la pratique ». C'est ingénieux. Un architecte qui a l'idée d'une maison est-il tenu de la construire aussi vite qu'il l'a pensée ? A-t-il le droit *d'adopter* son plan à la nature des matériaux et du terrain dont il dispose ? Quand un savant se met à être naïf, il dépasse un béotien vulgaire. Car il a *de quoi* être... béotien.

M. Rist trouve la formule de « dictature » de Karl Marx trop « vague ». En effet, Marx n'a pas prévu le nombre de balayeurs de la Cité future, etc., etc...

M. Rist profite d'un mot mal traduit (oppression de la bourgeoisie : *unterdrückung* — au lieu de *suppression de la bourgeoisie*) pour dire ce que vous devinez sur la « tyrannie bolcheviste ».

Il va de soi que lorsqu'un professeur au service de la science bourgeoise parle de liberté, il ne pense qu'à celles de sa classe et de la société actuelle, qui permet tout, absolument tout à ceux qui possèdent. Jamais un bourgeois ne comprendra que la liberté de la classe ouvrière commence là où finit la liberté bourgeoise. Supprimer un assassin, mettre en sûreté un voleur, c'est, évidemment, entraver la liberté... d'assassiner et de voler. Et lorsqu'il s'agit de toute une classe, cette « tyrannie » devient effrayante à faire verser des torrents de larmes à tous les crocodiles de l'univers.

Chemin faisant, M. Rist rejette *énergiquement* toute *philosophie de l'histoire*. Si notre auteur voulait nous prouver par là qu'il n'a rien de commun avec Ibn Khaldun, Vico, Voltaire, Montesquieu, Herder, Saint-Simon, Auguste Comte et Karl Marx, tous fondateurs de la philosophie de l'Histoire, il a perdu son temps : nous le savions. *Ab uno discite omnes* : de la critique « savante » du bolchevisme de M. Rist, jugez... les autres.

Nous reviendrons sur les idées de M. Ch. Gide, qui mérite autre chose qu'un haussement d'épaules. Ch. RAPPOPORT.

ERRATA

- P. 414, l. 5, au lieu de : sait, lire : fait.
 P. 416, l. 8, au lieu de : dut, lire : sut.
 P. 416, l. 17, au lieu de : dénouer, lire : renouer.
 P. 418, l. 23, au lieu de : aux rôles, lire : au rôle.
 P. 419, dernière ligne, au lieu de : devait, lire : devrait.
 P. 420, l. 24 au lieu de : permit, lire ; permet.
 P. 421, l. 22, au lieu de : Ainsi, lire : Aussi.
 P. 421, l. 35, au lieu de : du, lire : de.

..

Article Jacques MESNIL, lire, page 509, 33^e ligne : *corruption*
 au lieu de *conception*.

NOTE DE L'ADMINISTRATION

L'Administration de la Revue Communiste prie ses abonnés
 de bien vouloir renouveler leur abonnement pour ne pas provo-
 quer des retards dans l'expédition de la Revue. Adresser man-
 dats et lettres au nom au Directeur de la Revue : M. Charles
 RAPPOPORT, 17, rue Grange-Batelière, Paris (9^e).

Table du Tome 2

SEPTEMBRE. — N° 7

<i>L'Organisation économique dans la Russie des Soviets et en Occident.....</i>	Léon Trotzky.
<i>Le Bolchevisme en Egypte.....</i>	Georges Sorel.
<i>La Crise mondiale</i>	Lénine.
<i>Jaurès et l'Idée de Patrie.....</i>	Jacques Mesnil.
<i>Les Partis Politiques en Allemagne.....</i>	Clara Zetkin.
<i>Communisme et Parlementarisme</i>	Ch. Rappoport.
<i>Chronique Internationale (Italie, Etats-Unis).</i>	
<i>Revue de Politique Internationale.....</i>	Ch. R.

OCTOBRE. — N° 8

<i>Vers l'Internationale Syndicale Rouge.....</i>	Jean Brécot.
<i>La Russie et l'Ukraine.....</i>	Chr. Racovski.
<i>Au Seuil de la Révolution sociale.....</i>	Jacques Mesnil.
<i>Capitalisme et Communisme.....</i>	Karl Radek.
<i>L'Effondrement de la Pologne Blanche.....</i>	S. Stanislavitch.
<i>Symptômes de décadence du Régime capitaliste</i>	J. L.
<i>Marx et la Dictature du Proletariat.....</i>	Ch. Rappoport
<i>Le Rapport du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste</i>	Zinoviev.
<i>Revue de Politique Internationale.....</i>	Ch. R.

NOVEMBRE. — N° 9

<i>Les Succès des Soviets et leurs difficultés....</i>	N. Lénine.
<i>Le Travail dans la Grèce Ancienne.....</i>	Georges Sorel.
<i>Le Mouvement prolétarien en Autriche.....</i>	L. Revo.
<i>La Crise du Socialisme italien</i>	Jacques Mesnil.
<i>La Crise dans l'Orient européen.....</i>	D. Pournaras.
<i>La Psychologie d'une fin de Régime.....</i>	V. Griffuelhes.
<i>La Décomposition des Partis en Pologne.....</i>	Stanislavitch.
<i>La Révolution d'Octobre.....</i>	L. Trotzky.
<i>Les chances de la Révolution mondiale.....</i>	Ch. Rappoport
<i>Rapport au II^e Congrès de l'Internationale Communiste</i>	Zinoviev.
<i>Revue des Livres</i>	Noël Garnier.
<i>Revue de Politique Internationale.....</i>	Ch. R.

DECEMBRE. — N° 10

<i>Le Centenaire de Frédéric Engels.....</i>	Ch. Rappoport
<i>Les succès des Soviets et leurs difficultés....</i>	Lénine.

<i>Le Procès de l'assassin de Jaurès</i>	Jacques Mesnil.
<i>Trois années du Régime économique des Soviets</i>	Larine.
<i>Spa ou Moscou ?</i>	Clara Zetkin.
<i>Unité révolutionnaire ou Unité confusionniste ?</i>	Ch. R.
<i>Un Chapitre du Martyrologe de la Révolution. Chronique Internationale (Italie, Turquie).</i>	Noël Garnier.
<i>A travers les Livres</i>	Bernard Lecache

JANVIER. — N° 11

<i>La Lutte des Classes et la Révolution russe</i>	Boukharine.
<i>Lénine d'après Gorki</i>	Georges Sorel.
<i>Le Parti socialiste italien et la Révolution</i>	Jacques Mesnil.
<i>Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste</i>	Zinoviev.
<i>F. Engels et la Tactique communiste (Lettres inédites).</i>	
<i>Le Début d'une nouvelle Ere Communiste en France</i>	Ch. Rappoport.
<i>Le Mouvement Communiste International (Belgique, Espagne).</i>	
<i>Documents.</i>	

FEVRIER. — N° 12

<i>Socialisme utopique et Socialisme scientifique.</i>	Ch. Rappoport.
<i>Le Congrès de Livourne</i>	Jacques Mesnil.
<i>Anatole France et le Parti communiste</i>	Wilhelm Herzog
<i>La lutte des classes et la Révolution russe</i>	Boukharine.
<i>L'Art et la Révolution</i>	J. Jean-Monique
<i>Le Congrès de Bakou</i>	Zinoviev.
<i>Le Début d'une nouvelle Ere communiste en France</i>	Ch. Rappoport.
<i>Chronique Internationale.</i>	
<i>La Revue des livres</i>	Ch. R.

Le Gérant : Ch RAPPOPORT.

Imp. de la Sté H^{me} d'Édition, 95, rue Oberkampf, Paris

L'Internationale Communiste

Organe du Comité exécutif de l'Internationale communiste

paraît en 4 langues (russe, français, allemand et anglais)

Pétrograd, Smolny, 58

Rédaction : Cabinet de Zinowiev

<p>Comunismo</p> <p>esce il 1° ed il 15 di ogni mese direttore G. M. Serrati Milano. — Vio S. Damiano 16.</p>	<p>Die Internationale</p> <p>Gegründet von Rosa Luxemburg u. Franz Mehring</p> <p>Zentrale der Kommunitischen Partei Deutschlands. — Berlin.</p>
<p>Il Soviet</p> <p>organo della Frazione comunista astensionista del Partito Socialista Italiano Napoli, Borgo S. Antonio 221.</p>	<p>Kommunitische Räte Korrespondenz</p> <p>Herausgeber Die Zentrale der Kommunistischen Partei Deutschlands. — Berlin.</p>
<p>L'Ordine Nuovo</p> <p>setti manale socialista Torino. — Via XX Settembre 19.</p>	<p>Jugend-Internationale</p> <p>Kampforgan der Kommunistischen Jugend-Internationale Berlin, Stralauerstrasse 12.</p>
<p>Le Phare</p> <p>Education et Documentation Socialistes Directeur : Jules Humbert-Droz P.-H.-Matey 27, Chaux-de-Fonds (Suisse)</p>	<p>Kommunismus</p> <p>Kommunistische Zeitschrift für die Länder Südosteuropas. Wien, VIII, Alserstrasse 69.</p>
<p>Lupta de Glasa</p> <p>paraît le 1 et le 16 Bucarest, Strada S onică, 12.</p>	<p>Novoie Vremia</p> <p>Revue du parti communiste bulgare Sofia. — Narodn Dom.</p>
<p>Russische Korrespondenz</p> <p>West-Europäisches Unter- Sekretariat der K. I., Berlin.</p>	

